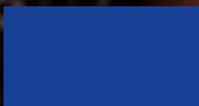




# 2021 **Rapport annuel**

Fonds fiduciaire  
d'urgence de l'UE  
pour l'Afrique





# 2021 **Rapport annuel**

Fonds fiduciaire  
d'urgence de l'UE  
pour l'Afrique



### Commission Européenne

#### Fonds fiduciaire de l'Union Européenne pour l'Afrique

**Adresse :** Rue de la Loi 41, B-1049 Brussels

**Téléphone :** +32 (0) 2 299 11 11

**Courriel :** [intpa-eutf-africa@ec.europa.eu](mailto:intpa-eutf-africa@ec.europa.eu)

**Website :** [ec.europa.eu/trustfundforafrica](http://ec.europa.eu/trustfundforafrica)

### Crédits

© Union Européenne, 2022

**Conception et mise en page :** Pomilio Blumm srl

**Page de couverture :** © Bartosz Hadyniak

*Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.*

*Une fiche bibliographique figure à la fin de l'ouvrage.*

*Ni la Commission européenne ni aucune autre personne agissant en son nom ne saurait être tenue responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations contenues dans la présente publication.*

### Office des publications de l'Union européenne, 2022

2022 – 56 p. – 21x29.7 cm

**Numéro de catalogue :** MN-BE-22-001-FR-N

**ISBN :** 978-92-76-47520-0

**doi :** 10.2841/833307

**ISSN :** 2599-6193

Imprimé en Belgique, Mars 2022

# Table des matières

Liste des abréviations.....	4
Résumé exécutif.....	6

## CHAPITRE 1

APERÇU.....	9
1.1 2021 en un coup d'œil.....	10
1.2 Aperçu financier.....	15
1.3 État d'avancement.....	16
1.4 Activités de recherche, suivi et évaluation.....	18
1.5 Communication.....	20

## CHAPITRE 2

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES, MISE EN ŒUVRE ET RÉSULTATS.....	21
2.1 Sahel et Lac Tchad.....	22
2.1.1 Principaux résultats obtenus dans la région en 2021.....	24
2.1.2 Adoption de nouveaux programmes en 2021.....	27
2.2 Corne de l'Afrique.....	28
2.2.1 Principaux résultats obtenus dans la région en 2021.....	30
2.2.2 Adoption de nouveaux programmes en 2021.....	32
2.3 Afrique du Nord.....	34
2.3.1 Principaux résultats obtenus dans la région en 2021.....	36
2.3.2 Adoption de nouveaux programmes en 2021.....	38

## CHAPITRE 3

RAPPORT FINANCIER.....	39
------------------------	----

## CHAPITRE 4

GESTION ET CONTRÔLE INTERNE.....	46
----------------------------------	----

## ANNEXES

Annexe I : Liste des programmes et des compléments budgétaires approuvés en 2021.....	52
Annexe II : Contrats signés en 2021 par région et par pays.....	55
Annexe III : Contrats signés avec des Etats membres et d'autres donateurs.....	56
Annexe IV : Contrats signés avec des organismes des Nations Unies.....	56

# Liste des abréviations

ADA	Agence autrichienne de développement
AECID	Agence espagnole pour la coopération internationale au développement
AFD	Agence française de développement
AFETI	Agence française d'expertise internationale
AICS	Agence italienne pour la coopération au développement
ASF	Avocats Sans Frontières
BM	Banque Mondiale
CESVI	Cooperazione Sviluppo
CIVIPOL	Opérateur de coopération technique internationale du ministère français de l'Intérieur
DG ECHO	Direction générale pour la Protection civile et des opérations d'aide humanitaire européennes
DG HOME	Direction générale pour la Migration et les Affaires intérieures
DG INTPA	Direction générale pour les Partenariats Internationaux
DG NEAR	Direction générale pour la Politique européenne de Voisinage et les négociations d'élargissement
ECES	Centre Européen d'Appui Electoral
EF	Expertise France
ENABEL	Agence belge de développement
FAMI	Fonds pour l'asile, la migration et l'intégration
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FED	Fonds européen de développement
FIDA	Fonds international de développement agricole
FIIAPP	Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas
FMI	Fonds Monétaire International
FNUAP	Fonds des Nations unies pour la population
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH
HACP	Haute Autorité à la Consolidation de la Paix
HCDH	Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme
HCR	Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
IAS	Service d'audit interne
ICD	Instrument de Coopération au Développement

ICG	International Crisis Group
ICMPD	Centre international pour le développement des politiques migratoires
IEV	Instrument européen pour le Voisinage
IGAD	Intergovernmental Authority on Development
IMC	International Medical Corps
IPA	Innovation Poverty Action
IRD	Institut de recherche pour le développement
ISSAT-DCAF	Equipe internationale de conseil au secteur de la sécurité
ITC	Centre du commerce international
J-PAL	Abdul Latif Jameel/Poverty Action Lab
JVAP	Plan d'Action Conjoint de la Valette
ODI	Overseas Development Institute
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du travail
OLAF	Office européen de lutte antifraude
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONUDC	Office des Nations unies contre la drogue et le crime
ONUDI	Organisation des Nations unies pour le développement industriel
PAM	Programme alimentaire mondial
PNUD	Programme des Nations unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
SIPRI	Stockholm International Peace Research Institute
Sommet UA-UE	Sommet Union africaine - Union européenne
UA-UE-NU	Groupe de travail Union africaine - Union européenne - Nations unies
UN-Habitat	ONU-Habitat
UNCDF	Fonds d'équipement des Nations unies
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
UNOPS	Bureau des Nations unies pour les services d'appui aux projets

# Résumé exécutif

Le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique (FFUE pour l'Afrique) a été créé pour aider les personnes les plus vulnérables et les plus marginalisées, parmi celles-ci les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les migrants et les membres des communautés d'accueil. Au cours de ces six dernières années, le FFUE pour l'Afrique a donné un grand élan à une intervention coordonnée de l'Union européenne, de ses États membres et d'autres donateurs pour faire face à de multiples crises dans les régions du Sahel et du lac Tchad, de la Corne de l'Afrique et de l'Afrique du Nord.

Au cours de l'année 2021, les pays des trois régions ont continué à faire face aux défis sanitaires et socio-économiques dus à la pandémie de la COVID-19. En particulier, la propagation et le dépistage fluctuants du coronavirus, ainsi que les mesures sanitaires, ont continué à avoir un impact négatif sur la migration et la mobilité au sein du continent.

Le FFUE pour l'Afrique a poursuivi ses efforts pour favoriser la stabilité et relever les défis de la migration et du déplacement forcé, ainsi que leurs causes profondes, en étroite coopération avec les partenaires africains. Ce faisant, il a continué à soutenir les efforts des pays partenaires par le biais d'un certain nombre de programmes améliorant l'accès aux services de base et facilitant la création d'emplois et d'opportunités économiques pour les jeunes en particulier.

Alors que les programmes du FFUE pour l'Afrique seront mis en œuvre jusqu'à la fin de 2025, l'année 2021 a été la dernière année au cours de laquelle le Fonds fiduciaire a pu prendre des engagements financiers, notamment l'approbation de nouvelles actions ou de compléments budgétaires, et signer de nouveaux contrats ou des amendements à des contrats déjà existants. En 2021, le FFUE pour l'Afrique a encore consolidé ses résultats avec l'approbation de quatre nouvelles actions et de 22 compléments budgétaires pour un total de 242.6 millions d'euros. Cela porte le total des programmes approuvés à 4 935.1 millions d'euros. De plus, de nouveaux contrats ont été signés en 2021 ce qui porte le montant total depuis la création du Fonds Fiduciaire à 4 917.1

millions d'euros. A la fin de 2021, les paiements avaient atteint 3 741.1 millions d'euros.

La répartition des financements approuvés par objectif stratégique à la fin de 2021 est restée similaire à celle de 2020 : 45% des financements approuvés sont alloués à des actions renforçant la résilience des communautés touchées et favorisant les opportunités économiques et d'emploi ; 31% sont alloués à des actions améliorant la gestion des migrations et 22% à l'amélioration de la gouvernance et de la prévention des conflits.

En 2021, les programmes du FFUE pour l'Afrique ont été mis en œuvre, comme les années précédentes, par un large éventail de partenaires, dont les États membres de l'UE et d'autres organismes donateurs, des agences des Nations unies et des organisations internationales possédant des compétences et une expérience dans des domaines spécifiques, des organisations de la société civile internationale et locale ou directement par des pays partenaires via un soutien budgétaire.

En ce qui concerne les nouvelles ressources financières fournies en 2021, le FFUE pour l'Afrique n'a reçu qu'un financement supplémentaire d'un État membre s'élevant à 3.5 millions d'euros. Aucune contribution supplémentaire n'a été fournie par l'UE en 2021.

Tout au long de l'année, le FFUE pour l'Afrique a produit de nouveaux résultats concrets et visibles dans ses différents domaines de travail, dont certains sont présentés au chapitre 2 de ce Rapport.

En 2021, le système de suivi et d'apprentissage (MLS) pour la Corne de l'Afrique et le Sahel/Lac Tchad a publié deux rapports pour chaque région. Le premier, publié en juin 2021, couvrait les résultats obtenus grâce au financement du FFUE pour l'Afrique depuis le début des activités jusqu'à la fin de décembre 2020. Le second, publié en décembre 2021, couvrait les résultats obtenus depuis le début des activités jusqu'à la fin du mois de juin 2021. Ces rapports fournissent progressivement plus d'informations sur les résultats se basant sur des données du programme et des preuves tirées des rapports

d'évaluation. Toutes les données produites, regroupées par pays ou par objectif spécifique, sont disponibles sur la page Suivi et Evaluation du site web du FFUE pour l'Afrique.<sup>1</sup>

En 2021, le FFUE pour l'Afrique a continué à diffuser des informations sur ses programmes et ses réalisations via de multiples canaux, en s'efforçant de rendre les informations sur ses activités aussi transparentes et accessibles que possible à un public plus large. Le site web dédié au FFUE pour l'Afrique est resté la principale ressource pour informer les parties prenantes et le public de l'avancement des travaux du Fonds fiduciaire dans tous les différents domaines, grâce à la publication régulière de récits sur ses programmes et de données financières actualisées.

Un certain nombre d'activités de communication ont été réalisées avec succès au cours de l'année 2021, en particulier l'exposition de photos en ligne «Stories from Africa» marquant les cinq ans de la création du FFUE pour l'Afrique et qui présente ses réalisations dans le domaine de la migration, de la gouvernance et de la prévention des conflits, de la résilience et de la création d'emplois et d'opportunités économiques. À l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance 2021, l'UE, le HCR

et l'UNICEF ont lancé un kit pédagogique destiné à informer les enseignants et les étudiants sur la manière dont ils travaillent conjointement, à travers le FFUE pour l'Afrique, pour aider les enfants déplacés de force et les réfugiés à travers le continent. La visibilité des programmes a également été assurée par des initiatives mises en œuvre au niveau national par les Délégations de l'UE et leurs partenaires locaux, ainsi que par des récits recueillis sur le terrain et partagés sur le site web du FFUE pour l'Afrique.

### Sahel et lac Tchad

Au cours du premier semestre 2021, la situation sécuritaire du Sahel et du lac Tchad a continué à se détériorer avec l'augmentation du banditisme et des tensions intercommunautaires. La violence des groupes armés non étatiques s'est poursuivie, et près de 10 000 décès ont été enregistrés dans plus de 3 600 attaques violentes dans la région. La persistance de la violence et les événements climatiques extrêmes ont entraîné de nouveaux déplacements massifs dans la région au cours du premier semestre 2021. A cause des conditions climatiques difficiles, la région a été frappée par des sécheresses et des inondations, provoquant des niveaux élevés d'insécurité alimentaire.



<sup>1</sup> [https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/results-monitoring-and-evaluation\\_en](https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/results-monitoring-and-evaluation_en)

En outre, les mesures prises par les gouvernements de la région pour contenir la propagation de la COVID-19 ont entraîné une baisse de la productivité alimentaire, une inflation croissante et une restriction supplémentaire de l'aide humanitaire, aggravant ainsi la vulnérabilité des populations. Le FFUE pour l'Afrique a approuvé trois nouveaux programmes et six compléments budgétaires dans la région, pour un total de 75.9 millions d'euros, portant le financement total approuvé au Sahel et lac Tchad à 2 217.8 millions d'euros.

### Corne de l'Afrique

En 2021, la situation dans la Corne de l'Afrique s'est caractérisée par une forte instabilité et une détérioration du contexte. Outre les défis traditionnels, tels que le changement climatique, les sécheresses, les invasions de criquets et la pandémie de COVID-19, la région a été affectée par l'augmentation des conflits et la volatilité politique dans plusieurs pays, dont l'Éthiopie et le Soudan. Dans ce contexte, la Corne de l'Afrique reste la région qui compte le plus grand nombre de personnes déplacées de force en Afrique. Selon les estimations du HCR, l'Est et la Corne de l'Afrique et la région des Grands Lacs accueillent quelque 4.8 millions de réfugiés et de demandeurs d'asile, et 10.6 millions de déplacés internes. Au cours du premier semestre de 2021, la pandémie de COVID-19 a eu un impact négatif important sur les activités économiques de la région, en particulier sur le revenu des ménages ainsi que sur la production de cultures et de bétail, sur les ventes et sur les prix des denrées alimentaires.

En 2021, un nouveau programme et 22 compléments budgétaires ont été approuvés pour un total

de 158.2 millions d'euros, ce qui porte le financement approuvé dans la région de la Corne de l'Afrique à 1 810 millions d'euros.

### Afrique du Nord

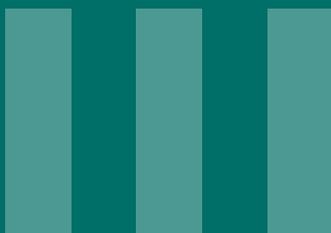
Malgré la diminution du nombre d'arrivées irrégulières en Europe depuis 2015, les mouvements globaux de personnes en provenance d'Afrique du Nord ont augmenté tout au long de 2021 et devraient continuer à augmenter, notamment en raison de l'instabilité politique, de l'impact négatif de la pandémie et des répercussions du changement climatique. La COVID-19 a eu des effets négatifs sur toutes les économies de la région, accentuant les difficultés existantes pour les populations vulnérables à assurer leurs moyens de subsistance et augmentant la dépendance à l'égard de l'aide d'urgence. La région a répondu aux défis liés à la COVID-19 en mobilisant 34.1 millions d'euros, qui ont bénéficié à près de 195 000 hommes, femmes et enfants vulnérables dans toute la région, avec plus de 500 000 unités de fournitures liées à la COVID-19 livrées aux principaux laboratoires et à des personnes en isolement.

En 2021, le FFUE pour l'Afrique n'a adopté aucun nouveau programme dans la région, mais six compléments budgétaires ont été approuvés pour un total de 8.55 millions d'euros, ce qui porte le montant global du financement approuvé dans la région à 907.3 millions d'euros.

Les chapitres 3 et 4 du Rapport annuel présentent le rapport financier pour 2021 et donnent un aperçu des systèmes de gestion et de contrôle interne en place.



**CHAPITRE 1**  
APERÇU



## 1.1 2021 en un coup d'œil

La mobilité internationale des Africains a repris en 2021, après la levée de certaines restrictions de voyage liées à la COVID-19 qui étaient en vigueur depuis la mi-2020. Cependant, l'augmentation du nombre de mesures liées à la santé, ainsi que la fluctuation de la propagation et du dépistage de la COVID-19, ont continué à avoir un impact sur la migration et la mobilité. Les migrants ont joué un rôle important en contribuant à la réponse à la pandémie au niveau mondial, en particulier dans les services essentiels tels que les soins de santé et la chaîne d'approvisionnement agricole/alimentaire. La crise prolongée de la COVID-19 est susceptible d'avoir des répercussions à long terme sur la gestion des migrations et les politiques d'intégration dans les pays partenaires. À la fin de l'année 2021, 12 pays africains connaissaient une quatrième vague et la nouvelle variante omicron a été détectée dans 14 pays. L'incertitude est aggravée par les faibles taux de vaccination en Afrique, en particulier en Afrique subsaharienne. À la fin de 2021, 12.6% de la population africaine avait reçu une première dose et seulement 8.6% était complètement vaccinée, avec des différences régionales importantes.

Le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE (FFUE) pour l'Afrique a été mis en place en 2015 ; 6 ans après sa création, il continue à apporter une certaine stabilité, ainsi qu'à faire face aux défis et aux opportunités de la migration et du déplacement forcé et à leurs causes profondes, en étroite coopération avec les partenaires africains. Il a également joué un rôle important dans l'atténuation des impacts négatifs de la pandémie.

En ce qui concerne les tendances migratoires, les chiffres globaux de 2021 concernant les franchissements irréguliers de frontières vers l'UE le long des routes de la Méditerranée centrale et occidentale ont augmenté. Jusqu'à la mi-décembre 2021, le nombre total d'arrivées dans l'année par la route de la Méditerranée centrale vers l'Italie et Malte était de 63 766, contre 35 200 à la même période en 2020 : une augmentation de 81%. Le nombre d'arrivées sur la route Méditerranée occidentale/Atlantique s'est stabilisé à un niveau relativement élevé : à la mi-décembre 2021, le nombre total d'arrivées en Espagne en 2021 était de 38 882. Ce chiffre est comparable à celui de la

même période en 2020 (39 128). Les arrivées le long de la route de la Méditerranée occidentale ont augmenté de 13% (1 743), par contre les arrivées sur les îles Canaries ont enregistré une légère baisse de 4% (20 526) par rapport à la poussée enregistrée à la même période en 2020 (21 397).

Le Sommet Union Africaine (UA)-Union Européenne (UE) a été reporté à février 2022. En préparation de ce sommet, la deuxième réunion ministérielle UA-UE des affaires étrangères s'est tenue à Kigali, au Rwanda, les 25 et 26 octobre 2021. Les ministres ont adopté un communiqué commun, accueillant les efforts substantiels de l'UE dans le cadre de l'approche Team Europe en réponse à la pandémie. En ce qui concerne les migrations, ils ont réaffirmé la pertinence du processus de dialogue UA-UE sur les migrations, en soulignant l'importance de garantir une approche harmonisée entre les différents contextes de dialogue. Il s'agit notamment du Plan d'action conjoint de La Valette, des Processus de Rabat et de Khartoum et de la Task force UA-UE-ONU sur les migrations. Ils ont également accueilli favorablement les discussions en cours sur l'élaboration d'un cadre conjoint pour le dialogue sur les migrations et la mobilité de continent à continent, dans le but de structurer davantage la coopération dans ce domaine.

Les Processus de Khartoum et de Rabat ont tous deux tenté de relancer l'organisation d'événements en présentiel ou sous forme hybride au second semestre 2021, tout en poursuivant les réunions virtuelles.

Sous la présidence de la Guinée équatoriale du Processus de Rabat, les activités comprenaient une réunion du Processus de Rabat les 14 et 15 septembre à Paris, dirigée par la France, qui a eu un format hybride et portait sur les autorités locales et nationales et la migration. Des activités sur la protection et l'asile ont été organisées en juillet et en octobre, en mettant l'accent sur les enfants non accompagnés. Le comité directeur s'est réuni trois fois au cours de l'année, et la réunion des hauts fonctionnaires, reportée en 2020, a finalement eu lieu en présentiel à Malabo les 17 et 18 novembre 2021. Lors de cette réunion, la présidence du Processus de Rabat a été formellement transmise de la Guinée équatoriale à l'Espagne. Les 16 et

17 décembre, s'est tenue la première réunion thématique du Processus de Rabat sur la migration légale, coprésidée par le Portugal et le Cap-Vert.

Sous la présidence prolongée des Pays-Bas, le Processus de Khartoum a poursuivi ses activités, principalement de manière virtuelle, en 2021. Une série de webinaires en quatre modules sur la traite des êtres humains s'est déroulée de mars à juin, couvrant les quatre P : prévention, protection, poursuites et partenariats. Elle a été suivie de réunions sur le retour, la réintégration et l'intégration en septembre et novembre. Le comité directeur s'est réuni une fois en présentiel à Bruxelles, le 29 septembre. Une réunion de hauts fonctionnaires prévue en décembre, au cours de laquelle les Pays-Bas devaient céder la présidence au Soudan, a dû être reportée en raison de la situation dans ce pays.

Des travaux approfondis sur la politique migratoire ont été réalisés en 2021, principalement sur l'aspect externe du nouveau pacte de l'UE sur les migrations et l'asile.

Le développement de partenariats complets, sur mesure et mutuellement bénéfiques avec les pays d'origine et de transit est fondamental pour assurer une gestion sûre et ordonnée des migrations. Suite aux conclusions du Conseil européen des 24 et 25 juin 2021, huit plans d'action pour les pays d'origine et de transit (dont cinq en Afrique) ont été présentés. L'UE, avec les États membres, va maintenant rendre ces plans opérationnels, en coopération avec les pays partenaires.

Le 10 février 2021, la Commission a présenté son tout premier rapport d'évaluation, pour l'année 2019, sur le niveau de coopération en matière de réadmission avec les pays partenaires sous le régime du code des visas. Le code des visas vise à fournir une approche structurée pour améliorer la coopération en matière de réadmission lorsque des lacunes manifestes ont été identifiées, dans le cadre du dialogue permanent avec les partenaires sur cette question. À la suite de ce processus, le 7 octobre, le Conseil a décidé de suspendre temporairement l'application de certaines dispositions du code des visas aux ressortissants de la Gambie, en tenant compte du niveau de coopération en matière de réadmission.

En avril 2021, la Commission a adopté la stratégie de l'UE en matière de retour volontaire et de réintégration. Elle définit des mesures pratiques

pour renforcer le cadre juridique et opérationnel des retours volontaires depuis l'Europe et les pays de transit, pour améliorer la qualité des programmes de retour et de réintégration durable, pour établir de meilleurs liens avec les initiatives de développement et pour renforcer la coopération avec les pays partenaires. L'initiative conjointe de l'UE et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), financée dans le cadre du FFUE pour l'Afrique, constitue un exemple important de travail sur les retours des pays de transit le long des routes migratoires vers les pays d'origine. Elle sera prolongée jusqu'en juillet 2022.

Talent Partnerships, lancé le 11 juin 2021, fournira un cadre politique et financier complet pour mieux faire converger les compétences et les besoins entre l'UE et les pays partenaires ciblés, en mettant en commun les ressources de l'UE et des États membres pour coopérer en matière de migration légale et de mobilité. La Commission travaillera avec les États membres et les employeurs, les partenaires sociaux et les organismes d'enseignement pour lancer les premiers Partenariats en matière de talent, en s'appuyant sur son expérience avec certains pays d'Afrique du Nord. En fonction des intérêts des États membres, d'autres Talent Partnerships pourraient progressivement être déployés ailleurs, notamment en Afrique subsaharienne.

Le 9 décembre 2021, le Conseil a adopté un règlement établissant l'Agence de l'UE pour l'asile, transformant l'actuel Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) en une Agence à part entière capable de coopérer avec les autorités de pays tiers, y compris celles d'Afrique.

S'appuyant sur l'expérience de la réponse à la COVID-19, deux initiatives multi-pays de Team Europe, liées à la programmation des financements de l'UE et de ses États membres, ont été élaborées en 2021 pour faire participer les États membres dans la mise en œuvre coordonnée des priorités de la politique migratoire de l'UE. L'une d'entre elles, basée sur une proposition de l'Espagne, couvrira la route migratoire de la Méditerranée occidentale et de l'Atlantique. Une autre, proposée par l'Italie et la France, couvrira la route de la Méditerranée centrale.

Le processus de programmation défini dans le règlement relatif à l'Instrument de voisinage, de développement et de coopération internationale (NDICI) - Europe dans le monde s'est déroulé

au cours de l'année. Le financement au titre du règlement NDICI-Europe dans le monde contribuera à la mise en œuvre de la dimension extérieure du nouveau pacte sur les migrations et l'asile, en s'appuyant dans de nombreux cas sur les réalisations et les enseignements tirés du FFUE pour l'Afrique.

## Sahel et lac Tchad

Au cours du premier semestre de 2021, la situation sécuritaire de la région du Sahel et du lac Tchad a continué de se détériorer avec l'augmentation du banditisme et des tensions intercommunautaires. La violence aux mains des groupes armés non étatiques s'est poursuivie, avec près de 10 000 décès enregistrés dans plus de 3 600 attaques violentes dans la région. Le nombre de décès a augmenté de 48% par rapport au second semestre de 2020 car le premier semestre de 2021 a connu une flambée de violence contre les civils, avec une moyenne mensuelle de 220 attaques.

Tant dans le bassin du lac Tchad que dans la région du Liptako-Gourma, les bandits ont profité de l'insécurité généralisée et les groupes d'autodéfense locaux se sont multipliés en réponse à la persistance des violences, alimentant les tensions intercommunautaires. Les activités de lutte contre le terrorisme, principalement menées par le G5 Sahel et la France (avec l'opération Barkhane) ont eu des résultats limités en termes d'endigement de l'extrémisme violent. Les forces armées nationales ont donc dû adapter leurs stratégies. La mort du président tchadien Idriss Déby Itno, chef de la principale puissance militaire du G5 Sahel, et la décision de la France de réduire sa présence militaire dans ce pays, ont aggravé la situation.

La persistance de la violence et les événements climatiques extrêmes ont entraîné de nouveaux déplacements massifs dans la région au cours du premier semestre 2021. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) a atteint 4.6 millions dans les régions du Liptako-Gourma et du bassin du lac Tchad en juin 2021 (contre 4.2 millions à la fin novembre 2020). En raison des conditions climatiques difficiles, la région a été frappée par des sécheresses et des inondations, provoquant des niveaux élevés d'insécurité alimentaire : 24.8 millions de personnes étaient confrontées à une insécurité alimentaire grave en mai 2021. La course aux ressources a à son tour entraîné de nouveaux déplacements et des

tensions intercommunautaires. Pour aggraver la situation, les mesures mises en œuvre par les gouvernements de la région pour contenir la propagation de la COVID-19 ont entraîné une baisse de la productivité alimentaire ainsi qu'une inflation grimpanche et ont limité davantage l'aide humanitaire, rendant encore plus vulnérables les personnes qui l'étaient déjà.

## Réponse à la COVID-19

Au cours du premier semestre 2021, comme la plupart des gouvernements ont assoupli les restrictions liées à la COVID-19, les projections pour la reprise économique de la région étaient optimistes. Toutefois, les inégalités au sein de la population en Afrique subsaharienne risquent de s'accroître, car 32 millions de personnes ont précipité dans la pauvreté et les perturbations de l'éducation pourraient avoir des conséquences à long terme sur le capital humain.

En juin 2021, l'Afrique de l'Ouest a enregistré près de 525 000 cas de COVID-19, et 7 600 décès. La programmation de réponse à la COVID-19 a généralement diminué au cours du premier semestre par rapport à 2020. En particulier, la programmation pour le traitement, le dépistage et la réponse d'urgence a été réduite. Par exemple, 98% des personnes aidées au cours du premier semestre 2021 ont reçu un soutien qui n'était pas principalement médical ou qui n'était pas sous forme d'équipements de protection individuelle. Il s'agissait plutôt d'activités de prévention ou de mesures d'atténuation socio-économiques. Le besoin d'une assistance médicale urgente ayant diminué au cours du premier semestre 2021, la réponse à la COVID-19 s'est de plus en plus concentrée sur le rétablissement après la pandémie.

## Corne de l'Afrique

En 2021, la situation dans la région de la Corne de l'Afrique s'est caractérisée par une forte instabilité et une détérioration du contexte. Outre les défis qui lui sont inhérents, tels que le changement climatique, les sécheresses, la peste acridienne et la pandémie de la COVID-19, la région a été touchée par une augmentation des conflits et de l'instabilité politique.

Le conflit dans le nord de l'Éthiopie, qui a débuté en novembre 2020, opposant le Front populaire de libération du Tigré (TPLF) et les forces affiliées

(Front de libération de l'Oromo) au gouvernement éthiopien, est resté particulièrement préoccupant, car caractérisé par une violence extrême de toutes parts, déclenchant une grave crise humanitaire. Elle a eu de graves répercussions sur les civils, en termes d'insécurité, de violations des droits de l'homme et de protection, de moyens de subsistance et de pauvreté. À la fin de l'année 2021, plus de cinq millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire dans le Tigré, dont plus de deux millions de personnes déplacées de force. Dans les régions d'Arfar et d'Amhara, plus d'un million de personnes étaient touchées par le conflit, dont au moins 700 000 déplacés internes.

Au Soudan, la transition démocratique a été sabordée par une prise de pouvoir militaire le 25 octobre 2021, ce qui a détérioré la stabilité précaire du pays. Cela a réduit les espoirs de la population et de la communauté internationale pour une transition démocratique. L'UE reste aux côtés de la population soudanaise en soutenant la poursuite de la mise en œuvre des programmes bénéficiant directement au peuple soudanais.

Outre l'instabilité dans deux des plus grands pays de la région, les incertitudes politiques et sécuritaires en Somalie, la fragilité du Sud-Soudan et les difficultés de coopération avec l'Érythrée ont été autant de facteurs de fragilité et d'inquiétude ayant des conséquences profondes pour la région. Djibouti et le Kenya sont restés assez stables, mais ont également été affectés par la situation instable dans la région, en particulier par l'afflux potentiel de réfugiés et l'impact sur l'économie et le commerce régionaux. En Ouganda, le président sortant Museveni a été déclaré vainqueur des élections présidentielles et législatives de janvier 2021. Le pays est resté le plus grand pays d'accueil de réfugiés en Afrique.

Au niveau régional, l'UE a continué à soutenir les institutions régionales, notamment l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et l'initiative pour la Corne de l'Afrique (HOAI), en favorisant l'intégration régionale et en soutenant la région dans ces quatre grands domaines : l'amélioration des infrastructures régionales, la promotion de l'intégration commerciale et économique, le renforcement de la résilience et le renforcement du capital humain.

La Corne de l'Afrique reste la région d'Afrique qui compte le plus grand nombre de personnes déplacées de force. L'Agence des Nations unies

pour les réfugiés estime que l'Afrique de l'Est, la Corne de l'Afrique et les Grands Lacs accueillent quelque 4.8 millions de réfugiés et de demandeurs d'asile, et 10.6 millions de personnes déplacées internes. Dans l'ensemble, le FFUE pour l'Afrique est resté pleinement engagé envers la région et ses habitants, conformément à la stratégie de l'UE pour la Corne de l'Afrique révisée en mai 2021.

## Réponse à la COVID-19

Dans la Corne de l'Afrique, la pandémie de COVID-19 a eu un impact négatif important sur les activités économiques de la région, notamment sur le revenu des ménages, la production agricole et animale, les ventes et les prix des denrées alimentaires. Elle a également aggravé les risques et les effets de la migration irrégulière en raison de problèmes de protection croissants tels que les abus, la violence sexiste, l'exploitation, le traite, la contrebande et la détention arbitraire. Grâce au soutien du FFUE, le nombre de personnes ayant un meilleur accès aux prestations sociales de base liées à la COVID-19, telles que les services et les transferts d'argent, a augmenté de manière significative au cours du premier semestre de 2021. Les activités du projet, qui étaient principalement axées sur la prévention et les campagnes de sensibilisation à la COVID-19 en 2020, ont évolué pour se concentrer sur le soutien économique en 2021. En particulier, dans la région de la Corne de l'Afrique, près de 6 millions de fournitures COVID-19 ont été livrées avec le soutien du FFUE en 2021, soit par la réaffectation de fonds à la réponse à la COVID-19, soit par de nouveaux projets.

## Afrique du Nord

Malgré la diminution du nombre d'arrivées irrégulières en Europe depuis 2015, les mouvements globaux de personnes en provenance d'Afrique du Nord ont augmenté tout au long de 2021 et devraient continuer à augmenter, notamment en raison de l'instabilité politique, de l'impact négatif de la COVID-19 et des répercussions du changement climatique.

La Libye est le plus grand bénéficiaire du FFUE pour l'Afrique dans la région de l'Afrique du Nord, avec 455 millions d'euros mobilisés. Ce soutien a contribué à l'obtention de résultats concrets, notamment en termes de diminution du nombre de personnes mortes ou perdues en mer lors de leur traversée vers l'Europe. Néanmoins, en 2021, la Libye est restée le principal pays de

départ vers l'Italie (plus de 28 200 migrants), avec de nombreux migrants et réfugiés en Libye restant extrêmement vulnérables et vivant dans une situation précaire. La formation du Gouvernement d'Unité Nationale (GNU) en Libye au début de 2021 a créé une occasion unique de renforcer la coopération en matière de migration. Lors de leurs visites à Tripoli en mai et juin respectivement, les commissaires Varhelyi et Johansson ont exprimé leur volonté de soutenir les efforts de construction de l'État, de stabilisation, de reconstruction et de réconciliation du GNU, conformément aux valeurs de l'UE, ainsi que de maintenir l'engagement global de l'UE à soutenir le processus de Berlin.

Le nombre sans précédent d'arrivées irrégulières en provenance du Maroc dans la ville de Ceuta à la fin du mois de mai (estimé entre 7 000 et 9 500 arrivées) indique clairement que la coopération avec le Maroc en matière de gestion des frontières et de lutte contre la contrebande doit se poursuivre. Lors de sa visite au Maroc les 27 et 28 novembre 2021, le commissaire Varhelyi a déclaré que l'UE était profondément engagée à continuer à soutenir le Maroc dans ce domaine.

En 2021, la Tunisie était le deuxième pays de départ des migrants irréguliers sur la route de la Méditerranée centrale. La dégradation de la situation économique en Tunisie, aggravée par l'impact négatif de la pandémie de COVID-19, semble être l'une des principales raisons qui poussent les Tunisiens à migrer vers l'UE. Cela montre bien le lien étroit qui existe entre la migration et l'économie.

Sur le front égyptien, l'été 2021 a vu les premières arrivées directes en Italie en provenance d'Égypte depuis 2019. Parallèlement, l'Égypte continue à être confrontée à un nombre élevé de réfugiés et de migrants sur son territoire (265 000 enregistrés par l'Agence des Nations unies pour les réfugiés) et à un nombre encore plus élevé d'étrangers dans une situation assimilable à celle des réfugiés (les autorités égyptiennes indiquent que 6.3 millions de personnes, tandis que l'OIM estime que 500 000 personnes, ont besoin de protection). Le troisième dialogue UE-Égypte sur les migrations s'est déroulé le 16 novembre 2021, dans le cadre de la visite de la commissaire Johansson en Égypte, soulignant l'importance d'une coopération renforcée entre l'UE et l'Égypte en matière de migrations, notamment en ce qui concerne la gestion des frontières, la mobilité de la main-d'œuvre et les causes profondes.

Abstraction faite de l'afflux exceptionnel de Marocains à Ceuta, les Algériens restent la principale nationalité en termes d'arrivées irrégulières en Espagne en 2021, tout en étant le quatrième pays de départ vers l'Italie. Le dialogue informel UE-Algérie sur la mobilité et la migration, qui s'est tenu le 1er juillet 2021, a été l'occasion de relancer la coordination des migrations régulières.

### Réponse à la COVID-19

La COVID-19 a eu des effets néfastes sur les économies de la région de l'Afrique du Nord, compliquant encore plus la situation des populations vulnérables pour assurer leurs moyens de subsistance et augmentant la dépendance à l'égard de l'aide d'urgence.

## 1.2 Aperçu financier

Au 31 décembre 2021, le montant total des ressources allouées au FFUE pour l'Afrique, comprenant les coûts administratifs, s'élevaient à **5 061.7 millions d'euros**.<sup>\*2</sup> Ce montant comprend :

- **3 385.8 millions d'euros\*** du Fonds Européen de Développement (FED) ;
- **1 052.7 millions d'euros\*** provenant du budget de l'UE, incluant l'Instrument de coopération au développement (ICD), l'Instrument européen de voisinage (ENI), le Fonds d'asile, de migration et d'intégration (FAMI) et le financement de la Direction générale de la protection civile européenne et des opérations d'aide humanitaire (DG ECHO) ;
- **623.2 millions d'euros\*** provenant des États membres de l'UE et d'autres donateurs (Royaume-Uni, Suisse et Norvège).

En 2021, les ressources globales du FFUE pour l'Afrique ont augmenté de **3.5 millions d'euros**. Les États membres de l'UE et d'autres donateurs ont fourni des contributions supplémentaires s'élevant à **3.5 millions d'euros\***. Toutes les promesses faites par les États membres de l'UE et les autres donateurs en 2021 ont été certifiées avant la fin de l'année

Fig. 1 Ressources financières du FFUE pour l'Afrique au 31 décembre 2021 (en millions d'euros)



2 \* Montants arrondis à l'excès

## 1.3 État d'avancement

En 2021, le FFUE pour l'Afrique a approuvé **quatre nouvelles actions** et **34 compléments budgétaires** dans les trois régions pour un total de **242.6 millions d'euros** répartis comme suit :

- **75.9 millions d'euros** pour le **Sahel/lac Tchad**
- **158.2 millions d'euros** pour la **Corne de l'Afrique**
- **8.5 millions d'euros** pour l'**Afrique du Nord**.

Cela porte le nombre total d'actions approuvées à la fin de 2021 à **248** pour un montant de **4 935.1 millions d'euros**, répartis comme suit :

- **114** dans le **Sahel/lac Tchad**, pour une valeur de **2 217.8 millions d'euros**
- **94** dans la **Corne de l'Afrique**, pour une valeur de **1 810 millions d'euros**

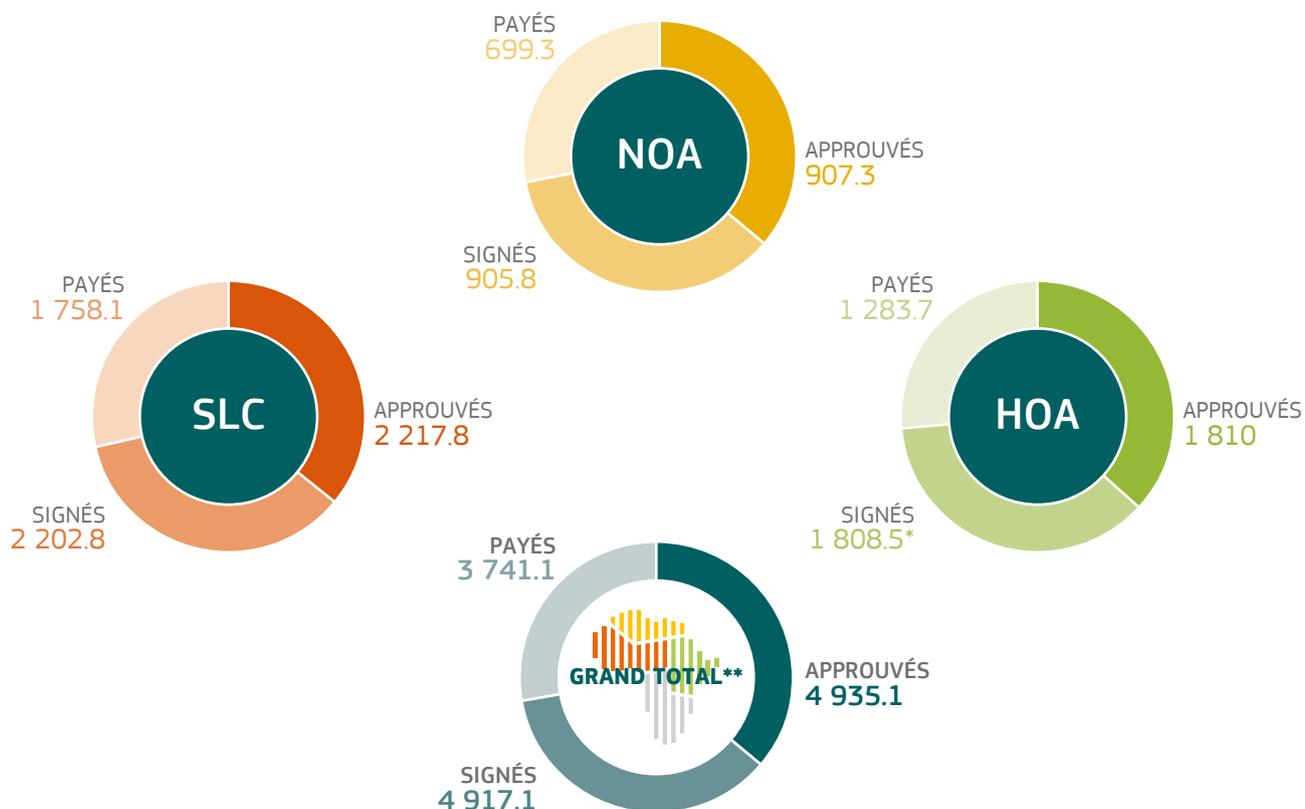
- **40** en **Afrique du Nord**, pour une valeur de **907.3 millions d'euros**.

L'Annexe I de ce rapport contient une liste des nouvelles actions et des compléments budgétaires approuvés en 2021.

En 2021, le FFUE pour l'Afrique a encore progressé avec la signature de nouveaux contrats avec des partenaires de mise en œuvre. Fin décembre 2021, le nombre de contrats signés atteignait une valeur de **4 917.1 millions d'euros**. Les paiements effectués à la fin de 2021 ont atteint **3 741.1 million d'euros**.

En 2021, le rapport entre le montant des contrats signés et celui des actions approuvées (99.6%) s'est amélioré par rapport à 2020 (94%).

Fig. 2 État d'avancement au 31 décembre 2021 (en millions d'euros)



\* Ce montant inclut des fonds recouverts qui ont été contractés (voir section 2.2 pour plus de détails)

\*\* Les chiffres ont été arrondis à l'excès

Fig. 3. Montant total approuvé par objectif stratégique dans les trois régions (en million d'euros)

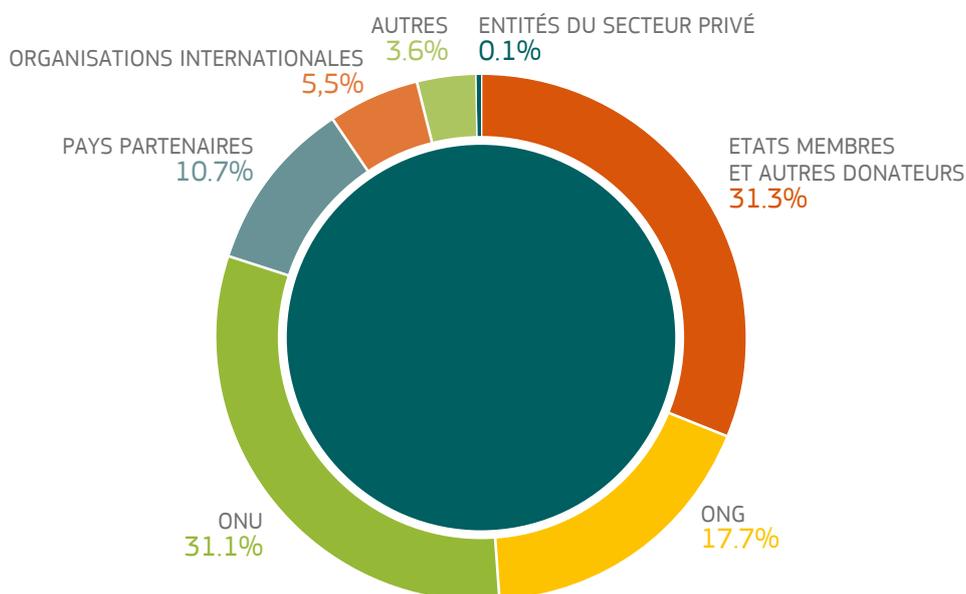


La répartition des financements approuvés par objectif stratégique à la fin de 2021 est similaire à celle de 2020 :

- 45% sont alloués à des actions visant à renforcer la résilience des communautés touchées et à promouvoir les opportunités économiques et d'emploi ;
- 31% sont alloués à l'amélioration de la gestion des migrations ;
- 22% pour des actions visant à améliorer la gouvernance et la prévention des conflits.

Comme en 2020 et pour les années précédentes, les actions adoptées en 2021 ont été mises en œuvre par un large éventail de partenaires d'exécution, parmi lesquels les agences des États membres de l'UE et d'autres donateurs, des agences des Nations unies et des organisations internationales ayant des compétences et de l'expérience dans des domaines spécifiques, ainsi que par des organisations internationales et locales de la société civile et des organisations non gouvernementales (NGOs). Des financements contractés, 10.7% sont directement utilisés par les pays partenaires dans le cadre d'opérations d'appui budgétaire.

Fig. 4. Répartition des financements contractés par exécutant



# 1.4 Activités de recherche, suivi et évaluation

La programmation et la mise en œuvre du FFUE pour l'Afrique sont régulièrement informées par le suivi et l'évaluation périodiques de ses programmes à l'aide de divers canaux/outils.

## 1.4.1 Le système de suivi et d'apprentissage pour la Corne de l'Afrique et le Sahel/lac Tchad

En 2021, le système de suivi et d'apprentissage (MLS) pour les régions de la Corne de l'Afrique et du Sahel/lac Tchad a publié deux rapports pour chaque région. Le premier de ceux-ci, publié en juin 2021, portait sur les résultats atteints grâce au financement du FFUE pour l'Afrique depuis le début des activités jusqu'à la fin décembre 2020, en se concentrant particulièrement sur les résultats de 2020. Le second, publié en décembre 2021, couvrait les résultats obtenus depuis le début des activités jusqu'à la fin juin 2021, avec une attention particulière sur les résultats générés au cours des premier et deuxième trimestres de 2020. Ces rapports se concentrent principalement sur les réalisations, mais fournissent progressivement de plus en plus d'informations sur les résultats, à partir des données des programmes et des éléments tirés des rapports d'évaluation. Toutes les données produites, regroupées par pays ou par objectif spécifique, sont disponibles sur la page Suivi et évaluation du site web du FFUE<sup>3</sup> pour l'Afrique.

Un grand nombre d'études de cas et d'analyses qualitatives ont été réalisées et publiées en 2021, reflétant les efforts constants du FFUE pour l'Afrique pour continuer à tirer des enseignements de sa programmation actuelle et à partager les leçons apprises avec ses partenaires et autres parties intéressées. Ces études et analyses sont également disponibles sur le site internet du FFUE pour l'Afrique. Le MLS a également fourni des analyses sur la collaboration entre programmes régionaux dans les zones transfrontalières de la Corne de l'Afrique, sur les mesures de lutte contre la traite des êtres humains dans le Golfe de Guinée, ou sur les enseignements tirés du Cadre de réponse globale pour les réfugiés (CRRF). Le MLS a également entamé en 2021 un important travail sur la gouvernance des migrations, qui

sera publié en 2022. Il identifiera les principales lacunes et les domaines d'opportunité pour un futur soutien à la gouvernance migratoire qui pourrait être fourni aux 21 pays du Sahel/lac Tchad et de la Corne de l'Afrique.

## 1.4.2 Le système de suivi pour l'Afrique du Nord

En 2021, le système de suivi de la région de l'Afrique du Nord a généré trois rapports. Le premier, publié en avril, présentait les progrès réalisés dans la région de décembre 2019 à avril 2020. Le deuxième, publié en octobre reprenait les résultats réalisés par le FFUE pour l'Afrique d'avril 2020 à septembre 2020. Le troisième, publié en décembre fournissait une analyse descriptive sommative des données de suivi rapportées par les partenaires de mise en œuvre dans la région de l'Afrique du Nord de janvier 2017 à mars 2021. Depuis 2017, la DG NEAR développe un système de suivi et d'apprentissage (MLS) pour fournir au Conseil stratégique du FFUE pour l'Afrique des données agrégées sur le niveau des investissements et les résultats obtenus dans toute la région de l'Afrique du Nord. Le MLS a été conçu et mis en œuvre par le Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD) entre novembre 2017 et septembre 2021. En décembre 2021, un nouveau contrat de service a été signé avec le Consortium InProvE pour reprendre le travail initié par le ICMPD sur le MLS. Le mandat d'InProvE consiste notamment à rationaliser les processus de collecte de données pour l'Afrique du Nord, à harmoniser davantage l'analyse des résultats du FFUE pour l'Afrique entre les régions, et à fournir des rapports de suivi en temps opportun.

En 2021, la région de l'Afrique du Nord a également été impliquée dans la deuxième phase de l'exercice «Leçons apprises» initié par la DG INTPA (juin 2020 - février 2021), afin de fournir une analyse plus approfondie dans les huit domaines thématiques identifiés pour soutenir la future programmation NDICI-Europe dans le monde. En particulier, plusieurs études de cas ont été menées sur des programmes tels que le ProGreS Migration en Tunisie (juillet 2021), vers une approche holistique

3 [https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/results-monitoring-and-evaluation\\_en](https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/results-monitoring-and-evaluation_en)

de la gouvernance de la migration de la main-d'œuvre et de la mobilité de celle-ci en Afrique du Nord-THAMM (septembre 2021) et le programme de redressement, de stabilité et de développement socio-économique en Libye (octobre 2021).

### 1.4.3 Système de suivi axé sur les résultats

En 2021, d'autres programmes du FFUE pour l'Afrique ont fait l'objet de missions de suivi axé sur les résultats (ROM) par des experts indépendants. L'objectif de ces missions était d'évaluer la conception, l'organisation, la mise en œuvre et l'impact potentiel de l'intervention des programmes. À la fin de décembre 2021, 96 examens ROM avaient été réalisés ou étaient en cours : 62 dans la Corne de l'Afrique, 14 dans le Sahel/lac Tchad et 20 en Afrique du Nord.

### 1.4.4 Facilités de recherche

Au cours de l'année 2021, la Facilité de recherche pour la région de la Corne de l'Afrique (REF) a continué à publier plusieurs études approfondies sur son site web.<sup>4</sup> Ceux-ci couvrent différentes matières ayant comme but le travail du FFUE pour l'Afrique dans la région. L'une d'entre elles est une étude entreprise dans le comté de Mandera au Kenya pour examiner les impacts du développement des passages frontaliers officiels sur les économies des zones frontalières, où les moyens de subsistance des populations locales dépendent souvent du commerce et des échanges transfrontaliers informels.<sup>5</sup> Une autre étude examine les voies actuelles d'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat pour les réfugiés au Kenya, ainsi que le rôle réel et potentiel du secteur privé dans la création d'opportunités économiques

dans les zones d'accueil des réfugiés au Kenya.<sup>6</sup> Un document publié en novembre 2021 explore également l'impact combiné de la pénurie de terres, de la fragmentation et du changement climatique sur l'incidence élevée de la migration des jeunes de la zone de Wolayta dans la région des nations, nationalités et peuples du sud de l'Éthiopie.<sup>7</sup>

### 1.4.5 Évaluation de l'impact

En 2021, les régions de la Corne de l'Afrique et du Sahel/lac Tchad ont lancé un exercice conjoint d'évaluation d'impact portant sur les programmes de soutien économique et de création d'emplois dans le cadre de l'Objectif Stratégique 1 du FFUE pour l'Afrique (multiplier les opportunités économiques et d'emploi). Le projet, qui sera mené sur 4 ans, est innovant en particulier d'un point de vue méthodologique, puisqu'il combine des méthodologies contrefactuelles à grande échelle (neuf projets distincts dans sept pays différents), avec une évaluation de portefeuille basée sur une approche de méthodes mixtes.

L'initiative est une occasion pour l'UE et les partenaires de mise en œuvre de connaître les retombées directes des activités des projets sur le revenu, le bien-être, l'acquisition de compétences et l'accès à des emplois décents des bénéficiaires du FFUE pour l'Afrique dans les régions d'origine et de destination de la migration, ainsi qu'au retour de migration. Cet exercice ambitieux créera un précédent et servira à alimenter l'identification et la formulation futures de programmes de création d'emplois et de soutien économique dans les pays les plus fragiles des régions du Sahel et de la Corne de l'Afrique.

4 <https://blogs.soas.ac.uk/ref-hornresearch/publications>

5 <https://blogs.soas.ac.uk/ref-hornresearch/2021/05/20/borderlands-mandera>

6 <https://blogs.soas.ac.uk/ref-hornresearch/2021/07/13/forced-to-take-the-road-less-travelled-lessons-from-research-on-refugees-economic-opportunities-in-kenya>

7 <https://blogs.soas.ac.uk/ref-hornresearch/2021/11/17/wolayta-climate-change-migration>

## 1.5 Communication

En 2021, le FFUE pour l'Afrique a continué à communiquer sur ses programmes et ses réalisations par de multiples canaux, s'efforçant de rendre les informations sur ses activités aussi transparentes et accessibles à un public aussi large que possible. Le site web du FFUE pour l'Afrique est resté le principal moyen pour informer les parties prenantes et le grand public de l'avancement des travaux du FFUE dans les différents domaines, grâce à la publication régulière de récits sur ses programmes et de données financières actualisées.

Avec plus de 490 000 visites depuis sa création et 660 articles publiés en ligne, le site web a continué à assurer la visibilité des programmes et des réalisations du FFUE pour l'Afrique. En outre, deux nouvelles vidéos ont été publiées sur le site, offrant un aperçu des activités et de certains des principaux résultats obtenus dans les régions du Sahel, du lac Tchad et de la Corne de l'Afrique. Le FFUE pour l'Afrique est également visible sur les médias sociaux grâce à des posts réguliers et un hashtag réussi (276 000 occurrences du #AfricaTrustFund sur Twitter).

En mars 2021, l'exposition photo en ligne «Stories from Africa» a été lancée, marquant les 5 ans de la création du FFUE pour l'Afrique et présentant ses réalisations dans les domaines de la migration, de la gouvernance et de la prévention des conflits, de la résilience et de la création d'emplois et d'opportunités économiques. L'exposition a été un succès, ayant été visitée par plus de 12 000 personnes à ce jour, et soutenue par une campagne sur les médias sociaux qui a touché 1 million d'utilisateurs en ligne dans les pays européens et africains.

À l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance 2021, l'UE, l'Agence des Nations unies pour les réfugiés et l'UNICEF ont lancé un kit pédagogique destiné à informer les enseignants et les étudiants sur la manière dont ils travaillent conjointement dans le cadre du FFUE pour l'Afrique afin d'aider les enfants déplacés de force et les réfugiés sur tout le continent. Le kit pédagogique est disponible dans les 24 langues de l'Union européenne dans l'EU Learning Corner.<sup>8</sup> La vidéo d'animation incluse dans le kit (disponible en cinq langues) a été projetée dans des cinémas à Malte et figure sur la plateforme digitale du Pacte mondial pour les réfugiés.

Outre les activités organisées au niveau du siège, la visibilité des programmes du FFUE a également été assurée par des initiatives mises en œuvre au niveau national par des délégations de l'UE et leurs partenaires locaux, ainsi que par des récits recueillis sur le terrain et diffusés sur le site web du FFUE pour l'Afrique.

À Djibouti, la Délégation de l'UE a lancé une nouvelle édition du projet photographique «Sight by Side», précédemment mené en Ouganda. Deux photographes, l'un djiboutien et l'autre européen, ont été sélectionnés pour promouvoir les programmes de l'UE financés à Djibouti selon leurs différentes perspectives. Le résultat de ce projet a été une exposition de photos en ligne organisée à l'occasion de la Journée de l'Europe le 9 mai.

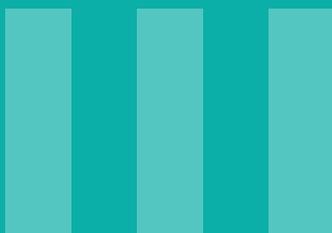
Dans la région du Sahel et du lac Tchad, l'initiative conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants, en partenariat avec les programmes «Migration, environnement et changement climatique» et «Migrants en tant que messagers» de l'OIM, a lancé un concours de journalisme sur les projets de réintégration durable. Le concours a attiré un grand nombre de journalistes, avec plus de 160 contributions en 1 mois. Les partenariats avec Radio France Internationale et le groupe APCO (une agence mondiale de relations publiques) ont permis une large diffusion et ont mis les histoires des migrants sous les projecteurs.

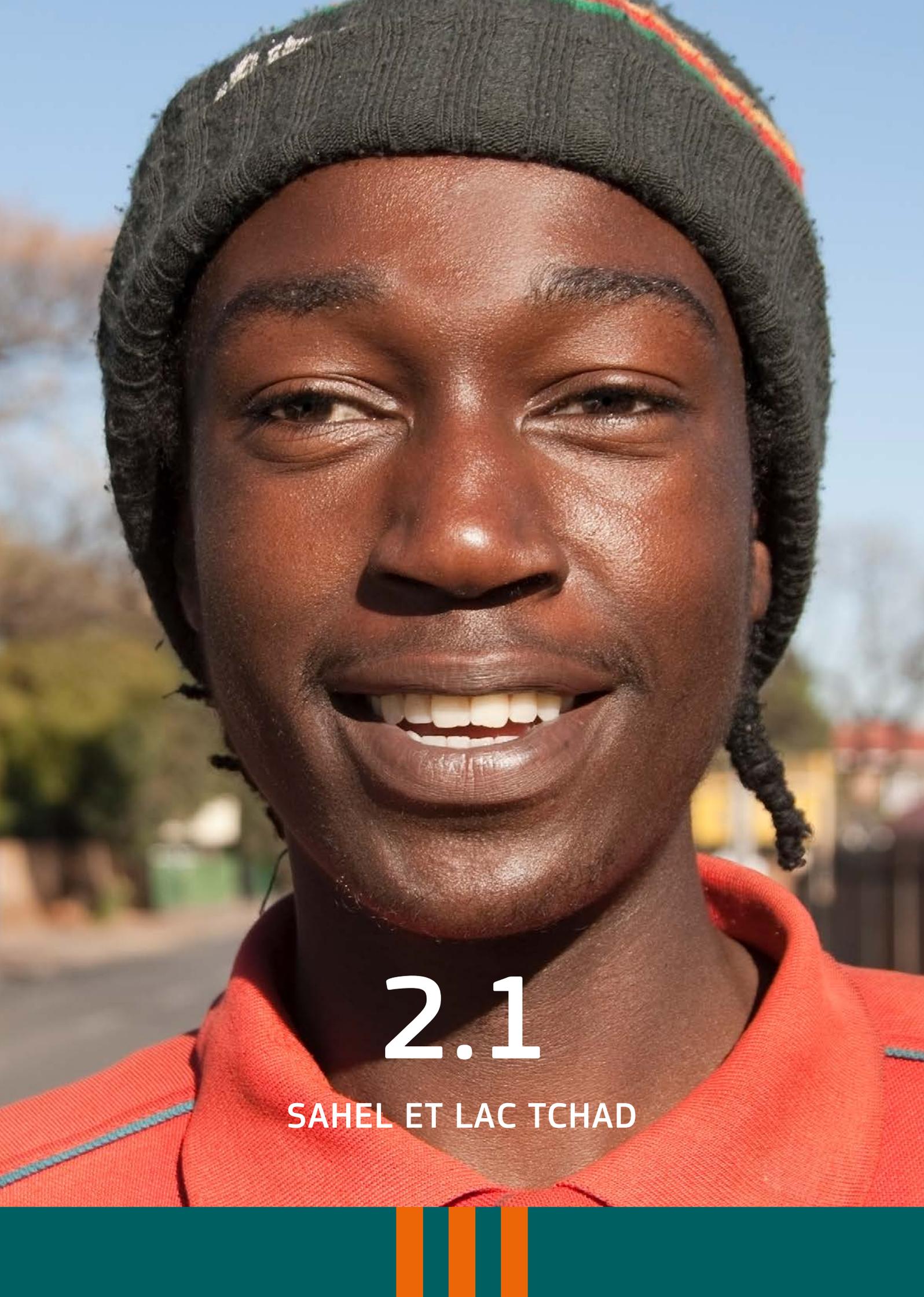
Dans la région de l'Afrique du Nord, le projet «Mediterranean City-to-City Migration» (MC2CM) a organisé une conférence de cinq jours pour discuter du rôle que les autorités locales joueront dans le partenariat renouvelé de l'UE avec le voisinage sud, le nouvel Agenda pour la Méditerranée et le nouveau Pacte sur les migrations et l'asile. L'événement a lancé des discussions de haut niveau entre les décideurs politiques de l'UE et les principaux acteurs de la politique migratoire dans la région euro-méditerranéenne, ainsi qu'avec les représentants des municipalités (de Lampedusa, Sala, Sfax, Sousse, Tunis et Tripoli) et les organisations de la société civile. Elle a réussi à offrir aux participants un forum ouvert pour échanger leurs points de vue sur l'avenir de la gouvernance des migrations dans la région méditerranéenne et sur la position des gouvernements locaux.

<sup>8</sup> [https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/results-monitoring-and-evaluation\\_en](https://ec.europa.eu/trustfundforafrica/content/results-monitoring-and-evaluation_en)



**CHAPITRE 2**  
ORIENTATIONS STRATÉGIQUES,  
MISE EN ŒUVRE ET RÉSULTATS





2.1

SAHEL ET LAC TCHAD





**11 308**

Emplois directs créés ou soutenus

**BURKINA FASO**

**638 716**

Personnes ayant reçu une assistance liée à la sécurité alimentaire

**34 191**

Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus

**CAMEROUN**

**211 112**

Services sociaux de base fournis

**276 196**

Personnes ayant accès à des services de base améliorés

**TCHAD**

**371 875**

Personnes participant à des activités de prévention des conflits

**1 050 569**

Migrants potentiels atteints par des campagnes d'information

**GUINÉE**

**17 498**

Migrants de retour bénéficiant d'une assistance après leur arrivée

**87 030**

Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus

**MALI**

**2 338 889**

Personnes ayant accès à des services de base améliorés

**390 306**

Personnes atteintes par des campagnes de sensibilisation sur les pratiques de renforcement de la résilience et les droits fondamentaux

**MAURITANIE**

**97 579**

Personnes participant à des activités de prévention des conflits

**712 080**

Personnes ayant accès à des services de base améliorés

**NIGER**

**49 662**

Retours volontaires soutenus

**785 144**

Personnes ayant reçu une aide liée à la sécurité alimentaire

**NIGERIA**

**560 800**

Équipement/matériel lié à la pandémie fourni

**7 576**

Micro, petites et moyennes entreprises (MPME) créées ou soutenues

**SÉNÉGAL**

**563 635**

Personnes ayant reçu une assistance nutritionnelle

**390 439**

Migrants potentiels atteints par des campagnes d'information

**GAMBIE**

**5 224**

Personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle

#### AU NIVEAU RÉGIONAL



**1 003 054**  
Services sociaux de base fournis



**86 062**  
Emplois créés ou soutenus



**90 810**  
Migrants de retour bénéficiant d'une assistance post-arrivée



**3 903 148**  
Personnes participant à des activités de prévention des conflits et de défense des droits de l'homme

### 2.1.1 Principaux résultats obtenus dans la région en 2021

En 2021, le coup d'État au Mali, la détérioration continue du contexte sécuritaire au Sahel et les effets persistants de la pandémie de COVID-19 ont fait que le FFUE pour l'Afrique a dû faire preuve de plus de résilience et de flexibilité. Dans la région du Liptako-Gourma, par exemple, le nombre de personnes déplacées et de réfugiés ne cesse d'augmenter, proportionnellement au nombre d'incidents sécuritaires, ce qui accroît encore la pression sur des communautés d'accueil déjà fragiles. Dans ces zones frontalières éloignées, il est crucial de continuer à fournir une aide immédiate par le biais de transferts d'argent et de systèmes de santé améliorés. Les activités de renforcement de la résilience à plus long terme visent à rendre les populations plus autonomes et la société plus soudée, afin de ne pas alimenter la méfiance envers les autorités publiques et la montée de l'extrémisme violent. Pour s'adapter rapidement à ces changements, le FFUE pour l'Afrique a modifié, lorsque cela était nécessaire, son champ d'action géographique ainsi que la nature et l'étendue de ses activités, afin de poursuivre sa mission de stabilisation. En 2021, il a également poursuivi ses activités liées à la COVID-19, en se concentrant de plus en plus sur le rétablissement après la pandémie.

#### Multiplier les opportunités économiques et d'emploi

Contribuer à la création d'emplois et à la réduction de la vulnérabilité financière par le développement de moyens de subsistance pour atténuer les effets de la crise reste une priorité dans la région.

Le FFUE pour l'Afrique vise principalement la création d'emplois inclusifs. Depuis sa mise en place, il a permis de créer plus de 88 000 emplois, dont 14 335 nouveaux emplois au premier semestre 2021. Dans les pays de la région en proie à des conflits, les programmes accordent une attention particulière à la fourniture d'un revenu rapide aux populations par le biais d'un travail journalier ad hoc.

Le FFUE pour l'Afrique vise également à réduire le déficit de compétences qui continue à miner les économies ouest-africaines et limite l'insertion professionnelle. L'année 2021 a vu la réouverture de centres de formation qui avaient été fermés en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, permettant de dispenser des cours de formation professionnelle et de développement des compétences à 19 187

personnes durant le seul premier semestre 2021. Depuis la création du FFUE pour l'Afrique, 126 946 personnes ont bénéficié d'un enseignement et d'une formation techniques et professionnels.

Pour remédier à la vulnérabilité financière des ménages et renforcer l'auto-emploi et les entreprises informelles, le FFUE pour l'Afrique aide également les personnes vulnérables à développer des activités génératrices de revenus (AGR). Au cours du

#### L'HISTOIRE DE MAMADOU ALASSANE SALL

PROMOPECHE, Mauritanie, Composante emploi des jeunes/formation gérée par l'AECID à Nouadhibou.

Dans l'atelier du centre de qualification aux métiers de la pêche de Nouadhibou, plusieurs classes de jeunes garçons ont suivi une formation de réparation des moteurs hors-bord. Mamadou Alassane Sall, 23 ans, nous partage son enthousiasme :

*Depuis l'enfance, moi, j'aime la mécanique. Et les hors-bords. J'ai regardé, ici il y a beaucoup de gens qui travaillent à la mer, comme des pêcheurs particulièrement, même mon père était un pêcheur, mais leur problème a toujours été la mécanique. Parce que lorsque le moteur tombe en panne, les gens vont réparer mais ils ne trouvent pas de bons mécaniciens. C'est pourquoi j'ai décidé de faire la mécanique hors-bords, pour aider les pêcheurs et pour sauver ma vie moi-même, pour aussi aider mes frères surtout. (...) Mon rêve... je voudrais devenir un jour un grand mécanicien, une personne aussi qui aide beaucoup de monde. Ce n'est pas facile, mais c'est quand même mon rêve! J'aimerais aussi investir dans de nombreux domaines en Mauritanie, c'est mon pays et j'en suis fier. Pour moi, tout ce que je réalise, c'est pour la Mauritanie.*



© Alliance Sahel/Aude Rossignol / 2021

premier semestre 2021, les programmes financés par le FFUE ont apporté un soutien en matière d'AGR à 39 414 personnes, soit 14 % des 288 090 personnes qui ont reçu une aide en matière d'AGR depuis 2016.

### Renforcer la résilience des communautés

En 2021, la situation régionale a continué à se dégrader, avec une insécurité croissante, entraî-

#### «J'AI TOUT PERDU EN LIBYE» - LE RÉCIT D'UN MIGRANT DE RETOUR AU PAYS

*J'ai pratiquement perdu tout ce que j'avais, de mes biens matériels à tout l'argent que j'avais réussi à économiser en travaillant en Libye, a déclaré M. Terik. Je n'avais pas d'autre choix que de revenir au Ghana car la situation sécuritaire en Libye était devenue dangereuse.*

Recommencer à zéro n'a pas été facile pour M. Terik, et les options à Mpemasem sont limitées. Lorsqu'un ami lui a parlé des activités de travail contre rémunération (CfW) du projet GrEEEn (Stimuler l'emploi vert et les opportunités d'entreprise au Ghana), il y a vu une possibilité d'améliorer sa situation. Le FFUE pour l'Afrique a financé le projet GrEEEn, qui mène des activités de travail contre rémunération permettant aux membres de la communauté de gagner un salaire quotidien tout en travaillant à la construction d'infrastructures résistantes au climat, telles que des systèmes intégrés de gestion de l'eau, l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable, des ponts et des ponceaux ruraux résistants au climat. M. Terik et d'autres personnes fourniront la main-d'œuvre nécessaire à la construction d'infrastructures résilientes au changement climatique, dont l'ensemble de la communauté bénéficiera.



nant des déplacements massifs et une augmentation des besoins humanitaires. Pour continuer à répondre aux besoins essentiels des populations les plus vulnérables et revitaliser la cohésion sociale en soutenant les autorités locales éloignées, le FFUE pour l'Afrique a mobilisé son portefeuille de résilience.

En 2021, elle a fourni à 378 542 personnes une assistance liée à la sécurité alimentaire et à 107 284 personnes une assistance nutritionnelle. En outre, 326 199 personnes ont bénéficié d'une aide directe sous forme de transferts d'argent au cours du premier semestre 2021, contribuant ainsi directement à renforcer la sécurité alimentaire des populations vulnérables dans les régions en proie à des conflits.

Les programmes du FFUE pour l'Afrique ont également contribué à améliorer l'accès aux services de base pour près de 500 000 personnes au cours du premier semestre de 2021, soutenant ainsi un total de plus de 5 millions de personnes depuis la création du FFUE. Pour ce faire, le FFUE pour l'Afrique a réhabilité près de 8 000 infrastructures sociales depuis sa création, avec près de 1 000 structures d'éducation, de santé, d'hygiène, d'assainissement ou d'eau rendues accessibles pour la seule année 2021.

Il a également soutenu 5 500 institutions locales en 2021 (72 184 au total) afin de leur permettre d'assurer leur rôle de prestataire de services publics, contribuant ainsi à rétablir la confiance de la population et à redynamiser le contrat social.

### Améliorer la gestion des migrations

Au cours du premier semestre 2021, les déplacements forcés ont encore augmenté dans la région, la situation sécuritaire et climatique continuant à se détériorer. Le FFUE pour l'Afrique a continué de s'employer à améliorer la gestion des migrations dans les pays d'origine, de transit et de destination.

Il a également continué à faciliter le retour et la réintégration durables et dignes des migrants, atteignant près de 67 000 retours volontaires soutenus dans la région, plus de 90 000 migrants de retour ont bénéficié d'une aide après leur arrivée et plus de 75 000 d'une aide à la réintégration. L'initiative conjointe UE-OIM est le principal programme contribuant à la réalisation de cet objectif, représentant 54% du financement.

## L'HISTOIRE D'ARZOUMA

Arzouma est rentré dans son pays d'origine après avoir quitté l'Algérie il y a 4 ans. Son retour a été difficile : lorsqu'il est revenu sans argent en poche, sa famille et ses amis lui ont tourné le dos à cause de sa tentative ratée de migrer de manière irrégulière. Il a subi de nombreuses discriminations et a été ridiculisé par son entourage.

La situation a commencé à changer lorsque Arzouma a créé sa propre entreprise de pièces détachées avec le soutien de l'OIM. Son père, un garagiste, est désormais un client fidèle. Aujourd'hui, Arzouma possède trois magasins à Ouagadougou. Il a regagné la confiance de ses proches et est désormais régulièrement consulté pour les décisions familiales. Pouvoir subvenir à ses besoins et à ceux de sa petite-fille et aider les deux apprentis qu'il forme est désormais sa plus grande fierté. Plus que jamais convaincu que des opportunités peuvent être trouvées au Burkina Faso, il ne souhaite plus retenter de migrer de manière irrégulière. Désormais, s'il voyagera, ce sera pour des raisons professionnelles : acheter des pièces détachées au Nigeria et venir les vendre au Burkina Faso, pour que son entreprise se développe davantage.



Les routes de l'Atlantique et de la Méditerranée centrale sont toutes deux dangereuses pour les migrants, et les programmes financés par le FFUE ont soutenu des activités de sensibilisation aux risques de la migration irrégulière (4 623 285 migrants potentiels touchés par des campagnes d'information), ainsi que la fourniture d'une protection aux personnes vulnérables en déplacement (32 003 personnes, dont 71% en 2021).

Les programmes financés par le FFUE visent également à accroître et à améliorer les capacités des différents acteurs impliqués dans la gestion des migrations. Jusqu'à présent, près de 1 800 personnes ont été formées à la gestion des migrations et 500 institutions et acteurs non

## L'HISTOIRE D'HABI

Habi pensait qu'elle pourrait facilement gagner de l'argent en travaillant comme femme de ménage en Libye et revenir s'occuper de ses enfants avec quelques économies. En 2019, elle a vendu tous ses biens pour payer le voyage. Alors qu'elle était enceinte de 3 mois, elle a traversé le Bénin puis le Niger, mais a fait une fausse couche pendant le voyage.

Lorsqu'elle est enfin arrivée en Libye, elle et le groupe avec lequel elle voyageait ont été immédiatement interceptés par des soldats, qui les ont emmenés dans un camp avant de les renvoyer à Arlit, dans le nord du Niger, où l'OIM lui a apporté de l'aide. Elle a passé 2 mois dans un centre de transit de l'OIM à Arlit avant d'être transférée au centre de transit d'Agadez. En raison de la pandémie de COVID-19, elle y est restée 7 mois avant de pouvoir prendre un avion pour Lagos. A son retour, l'OIM lui a proposé de suivre une formation en gestion d'entreprise avant d'ouvrir une épicerie. Aujourd'hui, Habi utilise l'argent qu'elle gagne pour subvenir aux besoins de sa famille et envoyer ses enfants à l'école.



étatiques ont été directement consolidés grâce à un renforcement des capacités ou à un soutien opérationnel. En mai 2021, le FFUE pour l'Afrique a également commandité une étude sur l'état de la gouvernance des migrations dans 21 pays, dont 12 dans la région du Sahel et du lac Tchad.

### **Améliorer la gouvernance, la sécurité et la prévention des conflits**

Les conflits dans la région se sont développés à cause de l'exploitation par des groupes armés non étatiques de conflits communautaires et des sentiments de marginalisation. Pour rétablir la confiance du public et des États, les programmes financés par le FFUE ont organisé des activités de

prévention des conflits et de consolidation de la paix qui ont touché 265 651 personnes au premier semestre 2021 (3 903 148 personnes depuis la création du FFUE pour l'Afrique).

Dans le Liptako-Gourma et le bassin du lac Tchad, les armées sont sous-équipées et mal préparées pour faire face aux groupes armés non étatiques. Au cours du premier semestre 2021, 1 730 (46 827 au total) membres des forces de sécurité ont été formés. En outre, ils ont reçu 10 026 pièces d'équipement non légal (21 394 depuis la création du FFUE). Les programmes du FFUE ont également soutenu la création, la formation et l'équipement d'unités intégrées dans les systèmes nationaux afin d'améliorer le déploiement et les capacités de combat des armées nationales.

Des unités ont été formées pour soutenir la lutte contre le terrorisme, la contrebande et la traite des êtres humains ainsi que les efforts de maintien de l'ordre. Les programmes de *Groupes d'Actions Rapides - Surveillance et Intervention (GAR-SI)* ont formé 448 forces de sécurité en 2021 au Burkina Faso et au Mali, et fourni aux unités du Niger et du Sénégal 10 003 pièces d'équipement.

### 2.1.2 Adoption de nouveaux programmes en 2021

En 2021, la région du Sahel et lac Tchad a approuvé trois nouvelles actions et six compléments budgétaires pour un total de 75.9 millions d'euros (desquels 3.4 millions étaient de nouveaux fonds). Afin de maximiser l'utilisation de financement du FFUE pour l'Afrique pour des opérations avant la fin de la période contractuelle du 31/12/2021, 0,7 million d'euros ont été désengagés et 1,8 million d'euros ont été récupérés, et complètement réengagé par le biais de compléments budgétaires.<sup>9</sup> Au 31 décembre 2021, 114 programmes d'un montant de 2 217.8 millions d'euros ont été approuvés pour cette région, dont 2 202.8 millions d'euros ont été contractés.

Le nouveau programme *«Partenariat Opérationnel Conjoint pour la Mauritanie (POC Mauritanie)»*, de 4.5 millions d'euros, a pour principaux objectifs d'assurer une lutte efficace contre les réseaux criminels impliqués dans le trafic de migrants et la traite des êtres humains, et d'améliorer le contrôle de la migration irrégulière en Mauritanie, point de transit crucial sur la route vers l'Europe, via les îles Canaries notamment.

Dans le cadre des efforts internationaux visant à améliorer le contrôle de la migration irrégulière tout en respectant les droits humains des migrants, le pro-

gramme vise également à améliorer les systèmes de gestion des migrations. Ce programme, entièrement financé par le FFUE pour l'Afrique, est en ligne avec la priorité d'assurer une meilleure gestion des migrations et le développement de stratégies basées sur les droits, soutenant ainsi les améliorations de la gouvernance nationale.

Le nouveau programme *«Programme de Soutien à la Transition en République du Mali (PST-ML)»* de 60 millions d'euros a pour objectif général de soutenir le gouvernement de transition dans ses efforts pour consolider l'État et effectuer un retour à l'ordre démocratique. L'objectif spécifique du programme est de soutenir des initiatives dans les zones fragiles (centre et nord du Mali), comprenant des activités liées à la sécurité et au processus électoral.

Le nouveau programme *«Contribution au financement du Secrétariat de la Coalition pour le Sahel (SCS)»* de 0,5 million d'euros vise à améliorer la coordination entre les principaux acteurs actifs au Sahel et à s'engager dans des partenariats renforcés avec les partenaires régionaux, sur la base du principe de responsabilité mutuelle. Le projet s'inscrit dans le cadre du nexus humanitaire-développement-paix.

Un complément budgétaire des programmes suivants a également été approuvé en 2021 :

- *«Programme de Soutien à la Transition en République du Mali (PST-ML)»* : complément de 3.3 millions d'euros ; *«GAR-SI SAHEL (Groupes d'Action Rapides - Surveillance et Intervention au Sahel)»* : complément de 2.5 millions d'euros ;
- *«Contribution au financement de l'Unité de Coordination de l'Alliance Sahel (UCA)»* : complément de 0.4 million d'euros ;
- *«Facilité de recherche pour la région du Sahel et du lac Tchad et l'Afrique du nord»* : complément de 1.1 million d'euros ;
- *«Facilité de coopération technique»* : complément de 2 millions d'euros (1 million d'euros de nouveaux fonds et 1 million d'euros de fonds récupérés) ;
- *«Appui à la Justice, Sécurité et à la Gestion des Frontières au Niger (AJUSEN)»* : complément de 1.5 million d'euros (0.7 million d'euros de fonds désengagés et 0.8 million d'euros de fonds recouverts).

<sup>9</sup> Un recouvrement diffère d'un dégageant dans la mesure où il couvre des fonds qui ont été contractés et payés à un contractant, qui sont remboursés à l'autorité contractante, c'est-à-dire la Commission européenne. Un dégageant, en comparaison, couvre les fonds qui ont été approuvés mais non payés, et qui sont ramenés au Fonds fiduciaire.



2.2

CORNE DE L'AFRIQUE





**43 250**

Migrants potentiels atteints par des campagnes d'information

**DJIBOUTI**

**5 222**

Migrants en transit, réfugiés/demandeurs d'asile protégés et/ou assistés

**18 744**

Personnes bénéficiant d'une formation professionnelle et/ou du développement des compétences

**ETHIOPIE**

**247**

Institutions renforcées en matière de gestion des migrations

**3 235 101**

Personnes atteintes par des campagnes de sensibilisation sur les pratiques de renforcement de la résilience et les droits fondamentaux

**KENYA**

**276 826**

Équipement/matériel lié à la pandémie fourni

**839**

Infrastructures sociales construites ou réhabilitées

**SOMALIE**

**44**

Plans de développement local directement soutenus

**2 054 722**

Personnes ayant un meilleur accès aux services de base

**SOUDAN**

**97 140**

Personnes aidées à développer des activités génératrices de revenus

**3 304 266**

Services sociaux de base fournis

**SUD-SOUDAN**

**171 386**

Personnes ayant reçu une assistance nutritionnelle

**92 402**

Personnes ayant bénéficié d'une assistance pour développer des activités génératrices de revenus

**UGANDA**

**93 079**

Personnes ayant reçu une aide liée à la sécurité alimentaire

#### AU NIVEAU RÉGIONAL



**616**

Lois, politiques et plans développés et/ou soutenus directement par le FFUE



**86 658**

Personnes bénéficiant d'une formation professionnelle (EFTP) et/ou d'un développement des compétences



**33 524**

Migrants de retour bénéficiant d'une assistance post-arrivée



**20 653**

Personnes bénéficiant d'une formation dans la gestion des migrations

### 2.2.1 Principaux résultats obtenus dans la région en 2021

En 2021, le FFUE pour l'Afrique a maintenu son approche globale pour soutenir tous les aspects de la stabilité et de la résilience, tout en exploitant au mieux sa flexibilité intrinsèque pour faire face aux effets continus de la pandémie de COVID-19. Elle a permis la distribution de près de 6 000 000 de fournitures anti-COVID-19 en 2021, grâce à des fonds réaffectés à la réponse à la COVID-19 dans le cadre d'interventions existantes ou de nouveaux programmes entièrement dédiés à la réponse à la pandémie, comme le programme de

Réponse de l'Organisation Mondiale de la Santé à la COVID-19 au Soudan.

Malgré l'aggravation de la situation de conflit dans la région et les perturbations causées par les conséquences de la pandémie, la mobilisation des partenaires de mise en œuvre a permis d'atteindre des étapes importantes pour les quatre objectifs spécifiques du FFUE pour l'Afrique.

#### Multiplier les opportunités économiques et d'emploi

En 2021, le nombre d'emplois créés ou soutenus par le FFUE pour l'Afrique a augmenté, après un

#### PRÉSERVER L'ESPOIR DES RÉFUGIÉS GRÂCE AUX GROUPES D'ÉPARGNE

Comme la plupart des femmes rurales, Betty Lalam avait des projets d'entreprise. Mais étant une réfugiée sans revenu durable ni sécurité, depuis qu'elle a fui le Soudan du Sud en 2017, elle était limitée. Elle n'avait aucune source de revenu de démarrage pour une quelconque entreprise. En 2019, Betty a appris l'existence du projet RISE (*Response to Increased Demand on Government Services and Creation of Economic Opportunities*) du FFUE, qui mobilise les réfugiés et les membres de la communauté d'accueil afin qu'ils s'engagent dans des activités agricoles pour obtenir un revenu personnel. C'est alors que Betty a rejoint un groupe nommé «Aliodrozu» dans le village de Yellulu (district de Terego). «Aliodrozu» signifie «chasser la pauvreté» en langue lugbara. Le groupe comprend 25 membres, à la fois des réfugiés et des membres de la communauté d'accueil. Grâce à ce groupe, Betty a reçu des plants d'oignons, deux chèvres, des arachides, une bêche, un arrosoir, un masque et un savon. Elle a également appris à faire pousser des oignons et à les cultiver.

Betty a également demandé un prêt à son groupe pour lancer une entreprise d'artisanat. Bien que petite, cette entreprise lui a permis de gagner un revenu régulier pour contribuer au groupe d'épargne et rembourser son prêt. En l'espace d'un an, son entreprise a atteint une valeur nette de 1 million d'UGX (230 euros), grâce au fait qu'elle reçoit désormais des commandes d'artisanat plus importantes et vend ses produits sur les marchés communautaires hebdomadaires du camp de réfugiés de Rhino. Grâce au partage annuel de l'épargne de son groupe d'épargne, Betty a gagné 800.000 UGX (184 euros).

*J'ai l'intention de me concentrer sur l'artisanat car l'activité artisanale est auto-suffisante. Je vais également louer plus de terres et me lancer dans la culture du riz, explique Betty. Elle utilisera également une partie de son argent pour payer les frais de scolarité de son fils à Arua.*



Betty Lalam a amélioré les conditions de vie de sa famille grâce à son groupe d'épargne local ©Tumuhairwe Diana Sharone/GIZ

#### EN SAVOIR PLUS SUR LE PROGRAMME RISE

En Ouganda, le projet RISE, mis en œuvre par la Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), soutient des groupes d'agriculteurs par une approche des associations villageoises d'épargne et de crédit, afin de renforcer la résilience et l'autonomie des communautés de réfugiés et d'accueil. Au début de chaque cycle d'épargne, les membres du groupe sont encouragés à investir pour améliorer leurs moyens de subsistance. Ils fixent également des objectifs d'investissement annuels. À la fin du mois de juin 2021, plus de 21 000 personnes avaient reçu une aide pour développer des activités génératrices de revenus grâce au programme RISE.

ralentissement en 2020 dû à l'impact de la crise de la COVID-19. Jusqu'en juin 2021, 12 413 nouveaux emplois ont été créés ou soutenus, portant le total à plus de 100 000 emplois. Cette amélioration peut être largement attribuée au projet d'amélioration de la nutrition du Programme Alimentaire Mondial (PAM) au Soudan, grâce à ses interventions de type «nourriture contre actifs» dans les États de Kassala et de Red. Au cours du premier semestre 2021, grâce au programme de développement rural du Sud-Soudan, 1 209 emplois ont été créés, principalement par le biais d'un soutien aux petites entreprises et dans le cadre de l'initiative régionale conjointe UE-OIM, et 1 200 personnes ont bénéficié d'un soutien aux micro, petites ou moyennes entreprises ou aux groupes de subsistance en Éthiopie, en Somalie, au Sud-Soudan, au Soudan et en Ouganda. En outre, plus de 70 000 personnes ont reçu une aide pour développer des activités génératrices de revenus en 2021 grâce à des programmes de sensibilisation à l'esprit d'entreprise

et à l'éducation financière, et plus de 16 500 personnes ont bénéficié d'une formation professionnelle et/ou d'un développement des compétences, destinés en particulier aux jeunes qui entrent sur le marché du travail.

### Renforcer la résilience des communautés

Les activités de renforcement de la résilience financées par le FFUE pour l'Afrique en 2021 ont aidé les communautés à relever les défis posés non seulement par la pandémie de COVID-19, mais aussi par les conflits et les chocs climatiques. Les programmes du FFUE pour l'Afrique ont fourni plus de 960 000 services sociaux de base au cours des six premiers mois de 2021. Au cours de la même période, 264 000 bénéficiaires ont reçu une aide nutritionnelle. Il s'agissait principalement d'enfants, sous la forme de repas scolaires sur place et de suppléments en micronutriments distribués aux enfants de moins de cinq ans.

### AUTONOMISER LES RÉFUGIÉS DE DJIBOUTI PAR L'ÉDUCATION

Sur les plus de 33 000 réfugiés vivant à Djibouti, 16 000 vivent dans le camp d'Ali Addeh, créé en 1991. Hinda Mohamed, née dans le camp, travaille aujourd'hui dans l'une de ses écoles. Elle enseigne dans l'une des neuf salles de classe rénovées et est ravie de la rénovation :

*Les salles sont comme neuves, même le sol a été rénové. Le fait de travailler dans de bonnes conditions avec des enfants me motive davantage à enseigner.*



Hinda Mohamed Omar dans une classe rénovée avec ses élèves  
© Houssein ISMAN HERSI/European Union

En septembre 2020, le gouvernement djiboutien a adopté un décret permettant aux réfugiés ayant terminé leurs études secondaires de passer un examen et d'obtenir un diplôme homologué, en cas de réussite. A la fin du premier semestre 2021, 22 des 32 élèves du camp ayant

passé cet examen ont été diplômés et ont reçu des diplômes délivrés par le ministère de l'Éducation nationale de Djibouti. Un autre enseignant a exprimé sa satisfaction en ces termes :

*Voir des enfants qui ont échappé à de mauvaises conditions porter un uniforme d'écolier, venir en classe avec des manuels et du matériel scolaire, dans une salle de classe propre et adaptée à leurs besoins, et savoir qu'un jour ils pourront obtenir un diplôme qui les aidera à devenir indépendants, est la meilleure chose que nous retirons de ce projet : cela donne de l'espoir.*

A travers le projet «Autonomisation et épanouissement des réfugiés via l'éducation, l'accès aux services de protection sociale et les opportunités économiques», le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) soutient des solutions durables et l'intégration des réfugiés. Il contribue à la mise en œuvre du Cadre de réponse globale pour les réfugiés (CRRF), conformément aux engagements importants pris par le gouvernement. L'une des priorités est l'éducation : outre la rénovation des salles de classe, le programme fournit des uniformes scolaires et du matériel éducatif, construit des latrines et assure la formation des enseignants. Il a déjà permis à 4 359 enfants de fréquenter l'école dans de meilleures conditions.

Le FFUE pour l'Afrique a également contribué à la conception de 30 plans de développement locaux, dont beaucoup sont axés sur des stratégies liées au climat et à l'environnement. Le programme RESTORE 2, par exemple, a aidé les communautés à élaborer 12 plans d'adaptation au climat et d'urgence, destinés à faire face à l'impact de la grave sécheresse dans le nord de la Somalie.

### Améliorer la gestion des migrations

Le FFUE pour l'Afrique a continué à aider les réfugiés et les migrants ayant besoin d'une protection internationale et d'un soutien à la réintégration. Une assistance a été fournie au cours du premier semestre 2021 à plus de 3 500 migrants en transit, réfugiés, demandeurs d'asile et victimes de la traite des êtres humains. À travers l'initiative conjointe UE-OIM, près de 12 000 retours volontaires ont également été soutenus jusqu'à présent par des services de pré-retour, dont 930 ont été fournis entre janvier et juin 2021. Une fois dans leur pays de destination, les programmes financés par le FFUE ont fourni aux rapatriés une assistance immédiate à leur arrivée, ainsi qu'un soutien à la réintégration, comprenant une assistance psychosociale et médicale, une assistance génératrice de revenus, dont une formation de développement des compétences ou de l'entrepreneuriat, ou un soutien pour trouver un emploi. En ce qui concerne la gouvernance et le renforcement des capacités, les programmes du FFUE pour l'Afrique ont permis de renforcer 1 472 institutions et acteurs non étatiques dans la région à ce jour, dont un tiers au cours du premier semestre de 2021. Les formations ont porté sur les cadres juridiques et normatifs des solutions durables pour les personnes déplacées ou sur les approches permettant de combiner au mieux les procédures de pré-retour et de post-arrivée pour améliorer la fourniture d'aide à la réintégration.

### Améliorer la gouvernance et la prévention des conflits

Pour contribuer à la paix et à la stabilité politique dans la région, la principale réalisation en 2021 a été la participation de 2 315 personnes à des activités de consolidation de la paix axées sur des initiatives régionales, notamment dans la zone frontalière Kenya-Éthiopie-Somalie.

Plus de 600 stratégies, lois, politiques et plans dans les domaines de la prévention des conflits, de la justice et des droits de l'homme ont été

élaborés ou soutenus dans la région de la Corne de l'Afrique et plus de 34 000 membres du personnel ont été formés depuis le début du FFUE pour l'Afrique. Le programme SUPREME, *Security, Protection, and Economic Empowerment*, en Ouganda, axé sur le renforcement des capacités des acteurs de la justice formelle et informelle à répondre aux besoins spécifiques et aux vulnérabilités des réfugiés, en est un exemple. Grâce à ce programme, 3 156 personnes ont été touchées par des activités de prévention des conflits et de défense des droits de l'homme au cours des six premiers mois de 2021.

### 2.2.2 Adoption de nouveaux programmes en 2021

En 2021, 1 nouveau programme et 22 compléments budgétaires ont été approuvés pour un total de 158.2 millions d'euros, portant le montant global des actions approuvées dans la région de la Corne de l'Afrique à 1 810 millions d'euros. Afin de maximiser l'utilisation des financements du FFUE pour l'Afrique pour des opérations avant la fin de la période contractuelle, le 31.12.2021, 136.7 millions d'euros de fonds non utilisés provenant de programmes existants ont été dégagés et 16.8 millions d'euros ont été récupérés,<sup>10</sup> et totalement réengagés, principalement sous forme de compléments à d'autres projets existants. Au 31 décembre 2021, 94 programmes d'un montant de 1 810 millions d'euros ont été approuvés pour cette région, dont 1 808.5 millions d'euros ont été contractés.

Au Soudan, un total de 89.9 millions d'euros a été engagé sous forme de compléments budgétaires en faveur de programmes dans différents domaines : le traitement de la malnutrition aiguë chez les enfants malnutris, les femmes enceintes et les mères allaitantes ; l'amélioration de l'accès à une éducation de qualité ; la fourniture d'une assistance sociale immédiate et la remise de liquidités aux ménages, notamment aux femmes, aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux personnes handicapées ; en soutenant le règlement des arriérés du FMI dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés ; et en améliorant les opportunités économiques pour les jeunes et les femmes. Dans le contexte des fluctuations politiques qui ont suivi le coup d'État au Soudan, l'UE a continué à se tenir aux côtés

10 Un recouvrement diffère d'un dégagement dans la mesure où il couvre des fonds qui ont été contractés et payés à un contractant, qui sont remboursés à l'autorité contractante, c'est-à-dire la Commission européenne. Un dégagement, en comparaison, couvre les fonds qui ont été approuvés mais non payés, et qui sont ramenés au Fonds fiduciaire.

du peuple soudanais en soutenant la poursuite de la mise en œuvre de programmes bénéficiant directement au peuple soudanais.

En raison de la détérioration progressive de l'économie du Soudan du Sud et de l'augmentation des conflits intercommunautaires et de la criminalité, combinées à l'impact de la COVID-19 sur les moyens de subsistance et l'approvisionnement alimentaire, aux chocs climatiques et autres menaces naturelles, on estime que 60% de la population du pays a été confrontée à une insécurité alimentaire grave à aiguë en 2021. Afin d'atténuer et de prévenir ces risques de famine, le programme de développement rural du Soudan du Sud a été complété par 20 millions d'euros pour accroître la sécurité alimentaire et intensifier les activités de renforcement de la résilience, en se concentrant sur les zones à forte insécurité alimentaire selon une approche fondée sur le nexus humanitaire-développement-paix.

En outre, un total de 5.5 millions d'euros a été ajouté au programme basé à Djibouti - *Solutions durables pour les populations d'accueil, les réfugiés et les migrants les plus vulnérables* - pour soutenir ses derniers développements en termes de protection, de cohésion sociale et de santé sur les routes migratoires (notamment celles liées à la pandémie de COVID-19), ainsi que comme soutien institutionnel à la migration. En outre, ces fonds aideront les migrants éthiopiens arrivant ou revenant de Djibouti le long du corridor migratoire oriental et apporteront un soutien supplémentaire au retour volontaire des migrants.

Au Kenya, le programme visant à renforcer l'autonomie des réfugiés et des communautés d'accueil au Kenya a reçu un complément budgétaire de 7.9 millions d'euros. Au cours de l'année 2021, les rations alimentaires fournies par le PAM ont été réduites à environ 50% de la recommandation minimale. Cette réduction alimentaire a provoqué une situation désastreuse dans les colonies, aggravée par l'impact de la pandémie de COVID-19 qui a réduit les moyens de subsistance. Le financement supplémentaire

permettra de renforcer la sécurité alimentaire grâce aux paiements en espèces sans restriction du PAM dans le camp de Kalobeyei.

En Éthiopie, le programme de Renforcement de la Résilience en Éthiopie (RESET Plus) a reçu un complément budgétaire de 5 millions d'euros, qui sera utilisé pour mettre en œuvre sa deuxième phase contribuant à la résilience des communautés vulnérables grâce à des pratiques de planification familiale consolidées, à l'égalité des sexes et à la diminution de la pression démographique. De même, 5 millions d'euros ont été engagés en faveur du programme visant à promouvoir et à renforcer la fourniture de services de base aux communautés d'accueil, aux réfugiés et aux autres populations déplacées dans l'État régional de Gambella, en Éthiopie. Ces fonds contribueront aux services de lutte contre la violence sexiste, à l'accès et à la qualité des soins de santé primaires et à la cohésion sociale.

Enfin, plusieurs programmes régionaux ont reçu des compléments budgétaires pour un total de 15.95 millions d'euros. Un complément de 5.95 millions d'euros a été accordé à la «*Facilité pour le retour durable et dans la dignité et pour la réintégration en soutien au processus de Khartoum*» dans le cadre de l'initiative conjointe UE-OIM, pour renforcer l'ensemble des activités de base dans les domaines des données sur la migration, du renforcement des capacités, de l'aide au retour volontaire et à la réintégration (AVRR), ainsi que de celui du suivi et de l'évaluation. Le programme *Collaboration dans les zones transfrontalières de la région de la Corne de l'Afrique* a également reçu un complément de 5 millions d'euros afin de poursuivre les progrès réalisés depuis 2017 et de veiller à ce que les gains obtenus aient un impact durable sur les bénéficiaires. Un complément de 4 millions d'euros a été accordé au Cadre de réponse globale pour les réfugiés (CRRF) pour soutenir les opérations du HCR en faveur du retour volontaire et de la réintégration des réfugiés burundais installés au Rwanda, en Tanzanie et en République démocratique du Congo.



2.3

AFRIQUE DU NORD





**5 565 000**

Personnes ayant reçu des informations sur la prévention de la COVID-19 et l'accès aux services

**1 757 271**

Personnes ayant bénéficié de la rénovation et reconstruction d'infrastructures

**LIBYE**

**584 051**

Personnes ayant reçu des services d'aide d'urgence

**38 732**

Migrants aidés à retourner dans leur pays d'origine

**19 289**

Personnes ayant bénéficié d'une assistance médicale

**4 513**

Personnes ayant participé à des activités d'apprentissage et de formation

**MAROC**

**10 156**

Services sociaux de base fournis

**3 072**

Migrants aidés à retourner dans leur pays d'origine

**30**

Entreprises fondées avec 142 nouveaux emplois créés au cours du premier cycle de l'incubateur

**176**

Fonctionnaires du gouvernement formés pour soutenir la plateforme d'intégration Tounesna

**TUNISIE**

**300**

Jeunes ayant bénéficié d'une aide au microcrédit pour créer leur propre entreprise

**159**

Rapatriés assistés par la plateforme Tounesna, dont 123 ont reçu un soutien pour créer leur propre entreprise

**127**

Sous-projets contractés avec des ONG dans les secteurs de la santé, de l'environnement et de l'éducation

**38**

Sous-projets contractés pour promouvoir l'employabilité des jeunes

**ÉGYPTTE**

**138 953**

Opportunités d'emploi par jour-personne générées (avec une contribution féminine de 81%)

**36 298**

Personnes ont bénéficié de sessions de sensibilisation

#### AU NIVEAU RÉGIONAL



**647 040**

Migrants en transit, réfugiés/demandeurs d'asile et déplacés internes protégés et/ou assistés



**823**

Personnes ayant bénéficié de programmes de migration légale et mobilité

### 2.3.1 Principaux résultats obtenus dans la région en 2021

La pandémie de COVID-19 a eu des effets négatifs sur toutes les économies de la région, aggravant les difficultés existantes pour les populations vulnérables à assurer leurs moyens de subsistance et augmentant leur dépendance à l'aide d'urgence. La région a répondu aux défis liés à la COVID-19 en mobilisant 34.1 millions d'euros, qui ont bénéficié à près de 195 000 hommes, femmes et enfants vulnérables dans toute la région, avec plus de 500 000 unités de fournitures liées à la COVID-19 distribuées aux principaux laboratoires et aux personnes en situation d'isolement.

#### Priorité 1: Protection, retour volontaire, réintégration et stabilisation des communautés

Les résultats agrégés montrent que le FFUE pour l'Afrique a jusqu'à présent fourni une aide de protection d'urgence à plus de 632 000 hommes, femmes et enfants dans la région, et que plus de 136 000 personnes ont bénéficié de services sociaux de base. Pour continuer à atténuer les vulnérabilités accrues, le FFUE pour l'Afrique a fourni une assistance en matière de nutrition et de sécurité alimentaire à environ 52 000 personnes et plus de 46 000 personnes ont reçu une aide en espèces pendant la pandémie de COVID-19. 38 787 migrants ont été soutenus pour un retour volontaire dans leur pays d'origine, tandis que 3 154 migrants de retour ont bénéficié d'une assistance après leur arrivée et 2 053 d'une aide à la réintégration. En 2021, la situation des vols de retour humanitaire volontaire (RAV) en Libye a été difficile, car ils n'ont fonctionné que pendant 4 mois. La suspension des vols a eu un impact significatif sur les programmes de l'OIM, avec seulement 1 315 migrants retournant dans leur pays d'origine et 10 000 migrants prêts à rentrer qui sont restés bloqués en Libye.

#### Priorité 2: Gestion intégrée des frontières

En 2021, les patrouilles côtières et les capacités logistiques ont encore été renforcées en Libye, notamment par la livraison de 10 bus, d'un patrouilleur pour l'Administration générale de la sécurité côtière (GACS) et de 10 conteneurs équipés pour le Centre de coordination des secours maritimes. Combiné à des formations, cet équipement a permis d'augmenter le nombre de personnes secourues par la GACS, qui est passé de pratiquement rien en 2019 à 457 en 2020 et 3 113 en 2021. Au Maroc, des équipements d'une valeur de 535 millions d'euros ont été achetés et, à la fin de 2021, 18 camions, 220 véhicules, 307 véhicules de police, 227 motos, 400 ordinateurs et appareils de télécommunication ont été fournis. En

Tunisie, 193 personnes ont été formées, 18 salles opérationnelles ont été aménagées pour la *Garde Nationale Maritime* et trois navires équipés de systèmes de communication et de radar ont été livrés ainsi que 20 systèmes de communication Navtex et 6 robots sous-marins. Une installation radar le long de la côte est également en cours de développement.

#### Priorité 3: Migration et mobilité des travailleurs

La mise en place de voies de migration légales durables est un processus long et complexe et le FFUE pour l'Afrique a renforcé les capacités pour encourager les programmes de mobilité des États membres de l'UE et développer des approches innovantes dans la région.

#### LA FAMILLE DE MUDATHER : RÉUNIE APRÈS DES ANNÉES DE SÉPARATION

Après des années de souffrance, nous sommes enfin réunis à nouveau comme une seule famille aux Pays-Bas, déclare Mudather, un Soudanais de 20 ans, qui a dû s'enfuir de chez lui en 2014 en raison de la situation instable au Darfour.

En 2017, Mudather a rejoint les Pays-Bas, où il a obtenu le statut de réfugié et a commencé à chercher des solutions pour faire venir son père, sa mère, ses deux jeunes frères et sa jeune sœur. Alors que ses parents avaient réussi à le retrouver aux Pays-Bas au début de 2020, ses trois jeunes frères et sœurs avaient fui en Égypte pour chercher une protection. Dans le cadre du programme régional Solutions durables pour les enfants réfugiés non accompagnés et séparés (Libye et Égypte) et regroupement familial, le HCR propose de répondre aux besoins des enfants séparés de leur famille et de faciliter le regroupement familial. En avril 2021, il a été informé du cas de trois enfants vulnérables non accompagnés vivant au Caire, qui avaient obtenu le regroupement familial par les Pays-Bas. Les enfants ont été assistés et on leur a fourni la protection et l'aide dont ils avaient besoin pour faciliter le processus de réunification, notamment en ce qui concerne les procédures de sortie et de départ et le financement d'urgence pour couvrir les frais de voyage.



Les principaux résultats à ce jour comprennent le soutien à la mise en place d'un environnement favorable (cadre juridique, reconnaissance des qualifications, identification du secteur sur la base de la complémentarité des compétences) et la préparation de programmes de mobilité entre trois États membres de l'UE (Allemagne, Belgique et France) et trois pays partenaires (Maroc, Tunisie et Égypte). En 2021, les restrictions de mouvement et la récession économique résultant de la COVID-19 ont considérablement réduit les possibilités de projets de mobilité, vu que les employeurs concernés ont retardé ou annulé les embauches.

### ZAKARIA A MARCHÉ PENDANT DE NOMBREUX JOURS À LA POURSUITE DU RÊVE EUROPÉEN

Zakaria travaillait comme réceptionniste dans un hôtel luxueux de Marrakech. N'étant pas satisfait des conditions de travail sur place, il s'est envolé pour Istanbul et s'est rendu dans une autre ville côtière, où il a trouvé un emploi temporaire dans un restaurant espagnol. Lorsque son employeur a refusé de l'aider à obtenir un permis de travail, Zakaria est retourné à Istanbul et a pris un train jusqu'à la frontière turco-grecque.

*Nous avons marché pendant 17 nuits d'affilée, nous dormions le jour et marchions la nuit jusqu'à Thessalonique.*

Confronté à de nombreuses difficultés en Grèce, Zakaria a décidé de rentrer au Maroc. Il a contacté le bureau de l'OIM en Grèce et a été aidé à rentrer volontairement au Maroc grâce au programme d'aide au retour volontaire et à la réintégration. À son arrivée, la réintégration de Zakaria a été facilitée par l'Initiative conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants, qui lui a permis de participer à plusieurs séances de conseil et de mentorat et qui lui a fourni une aide à la réintégration en nature pour créer une entreprise d'élevage de moutons.

*Bien qu'il soit difficile d'accepter le fait que je n'ai pas réussi à réaliser mon rêve après mon retour au Maroc, l'aide à la réintégration de l'OIM m'a permis d'avoir une source de revenus et d'aider ma famille*



© OIM Libye

### Priorité 4: Améliorer la gouvernance des migrations

En Tunisie, l'intervention phare du FFUE pour l'Afrique est le programme ProGreS, qui soutient l'opérationnalisation de la stratégie nationale en matière de migration. Jusqu'à présent, des résultats prometteurs ont été obtenus par Tounesna, un mécanisme de réintégration dirigé par la Tunisie qui coordonne les retours de France, d'Allemagne, de Suisse et d'Autriche, et qui a aidé plus de 600 rapatriés, notamment en fournissant à 201 personnes un ensemble d'aides. Un nouveau domaine d'intervention est le soutien à l'engagement de la diaspora dans le développement économique local, avec 359 membres de la diaspora mobilisés à ce jour. Au Maroc, l'appui budgétaire à la mise en œuvre de la

### HANAA : UNE HISTOIRE D'AUTONOMISATION DES FEMMES À MISRATA, LIBYE

Hanaa a 33 ans. Elle a un diplôme en aviation, une fille de deux ans et un bébé. Elle a dû quitter le Soudan avec son mari et sa mère. Lorsqu'ils sont arrivés en Libye, le mari de Hanaa a été couvert de dettes et exploité, ce qui l'a laissée, elle et sa famille, sans endroit sûr où rester. Dans le cadre du programme PEERS (*Protection Enabling Environment and Resilience Services*) du FFUE pour l'Afrique, la CESVI et l'ONG International Medical Corps contribuent à accroître la résilience des personnes vulnérables à risque. Dans ce contexte, Hanaa s'est lancée dans un parcours pour renforcer sa confiance et ses compétences. En même temps, le programme a également répondu à ses besoins financiers les plus urgents, en évitant l'expulsion et en fournissant, à elle et sa famille, un logement sûr et une aide pour ses préoccupations économiques. Grâce à la CESVI, Hanaa parvient désormais à subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille. Elle a un projet en tête : ouvrir une boulangerie à domicile et améliorer ses conditions de vie et celles de sa communauté.

*J'aimerais développer ce projet et faire en sorte que nous soyons économiquement indépendants.*



©2021 - CESVI, Concession de licence à l'Union européenne sous conditions

Stratégie nationale pour l'immigration et l'asile (SNIA) a permis de renforcer le dialogue politique avec l'UE et a contribué au redressement post-crise de Ceuta, à la frontière nord. Le programme «*Déploiement des politiques migratoires au niveau régional (DEPOMI)*» a soutenu la capacité des régions à mettre en œuvre des actions au niveau local, contribuant ainsi aux objectifs de la SNIA et de la stratégie nationale pour les Marocains résidant à l'étranger (SNMRE). D'autres programmes tels que «*Vivre ensemble sans discrimination*» et «*Empowerment juridique*» ont formé des journalistes et des agents des services sociaux afin d'améliorer la gouvernance des services destinés aux groupes de population vulnérables (avec un accent particulier sur les migrants).

### 2.3.2 Adoption de nouveaux programmes en 2021

En 2021, aucun nouveau programme n'a été adopté dans la région, mais un certain nombre de compléments budgétaires ont été approuvés pour un total de 8.5 millions d'euros. Afin de maximiser l'utilisation du financement du FFUE pour l'Afrique pour les opérations avant la fin de la période contractuelle, le 31.12.2021, 1.1 million d'euros ont été désengagés et réengagés pour d'autres programmes aux besoins clairement définis. C'est le cas, par exemple, d'une action existante liée à la réponse à la COVID-19, dont le budget a été augmenté de 3.1 millions d'euros pour soutenir de nouvelles activités facilitant la protection des populations les plus vulnérables en Libye.

Au 31 décembre 2021, 40 programmes et 3 programmes multifenêtres ont été approuvés pour un total de 907.3 millions d'euros, dont 905.8 millions d'euros ont été contractés.

En 2021, de nouveaux contrats ou addenda liés à des programmes approuvés les années précédentes ont été signés pour un total de 100.2 millions d'euros. Cela permettra de consolider les travaux en cours initiés par le FFUE pour l'Afrique dans le cadre des quatre priorités fixées pour la région du nord de l'Afrique. Voici les contrats et avenants les plus importants approuvés en 2021 pour chaque priorité :

#### Priorité 1 : Protection, retour volontaire, réintégration et stabilisation des communautés

- **Libye** : Complément budgétaire de 13.9 millions d'euros du contrat avec l'OIM pour continuer à soutenir la protection, l'assistance sanitaire, la résilience et l'engagement communautaire jusqu'en août 2022, et combler le vide jusqu'au démarrage de nouveaux programmes financés par NDI-CI-Europe dans le monde.

- **Libye** : 26.12 millions d'euros pour le programme de redressement, de stabilité et de développement socio-économique - Phase 2 mis en œuvre par l'AICS, le PNUD et l'UNICEF. Cette deuxième phase permet d'élargir le champ des interventions actuelles pour soutenir les municipalités du sud de la Libye dans le but d'améliorer l'accès aux services de base et la cohésion sociale dans la région.
- **Tunisie** : 4.32 millions d'euros pour des activités de protection avec un consortium d'ONG pour renforcer la protection et la résilience des migrants, des réfugiés, des demandeurs d'asile et des tunisiens très vulnérables.
- **Régional** : 7.55 millions d'euros pour la réponse à la COVID-19 pour les populations les plus vulnérables dans les pays d'Afrique du Nord à travers l'OIM. Ce programme vise à relever les défis opérationnels du secteur de la santé en Libye en réponse à la pandémie, tout en répondant aux besoins les plus urgents des populations à risque, notamment des migrants et des personnes déplacées.

#### Priorité 2 : Gestion intégrée des frontières

- **Régional** : Complément budgétaire de 10 millions d'euros pour le programme de gestion des frontières pour la région du Maghreb mis en œuvre par le Centre international pour le développement des politiques migratoires (ICMPD). Le budget initial était trop bas et le complément était nécessaire pour permettre au ICMPD d'achever les installations radar le long du littoral tunisien.

#### Priorité 3 : Migration et mobilité des travailleurs

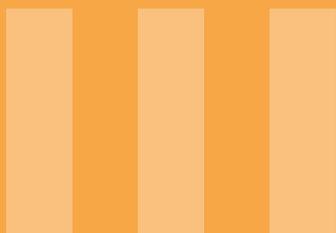
- **Régional** : 6 millions d'euros pour la deuxième phase du programme «Vers une approche holistique de la gouvernance et de la mobilité des travailleurs» mis en œuvre par l'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) pour soutenir la mise en place d'un programme de mobilité circulaire entre la France et la Tunisie en prenant en compte principalement les aspects de retour et de réintégration.

#### Priorité 4 : Améliorer la gouvernance des migrations

- **Tunisie** : 5.7 millions d'euros pour la deuxième phase du «Programme Gouvernance et Stratégie Migration» mis en œuvre par le ICMPD et Expertise France, afin de renforcer la gouvernance des migrations en Tunisie et de favoriser la réintégration socio-économique durable des migrants et des rapatriés tunisiens.



**CHAPITRE 3**  
RAPPORT FINANCIER



## 3.1 Montants annoncés et reçus

Ce rapport financier est établi conformément à l'art. 7.2 (d) de l'Acte Constitutif du FFUE pour l'Afrique. Les tableaux ci-dessous présentent un résumé des contributions au FFUE pour l'Afrique au 31 décembre 2021. Les contributions sont réparties entre les trois fenêtres en fonction des informations sur l'affectation des ressources contenues dans le Certificat de Contribution. Conformément à l'Acte Constitutif, l'affectation n'est possible que par fenêtre. Si aucune affectation n'a été demandée, la répartition suivante s'applique :

Fenêtre SAH (A) Sahel et lac Tchad : 40%

Fenêtre HOA (B) Corne de l'Afrique : 40%

Fenêtre NOA (C) Afrique du Nord : 20%

**Le tableau 4** fournit des informations sur les contributions des contributeurs extérieurs (c'est-à-dire les États Membres et autres donateurs extérieurs), comme suit :

- Contributions annoncées : financement total au FFUE pour l'Afrique tel que accordé par les donateurs (c'est-à-dire les contributions annoncées de manière formelle mais qui n'ont pas encore été officiellement confirmées par un Certificat de Contribution).
- Contributions certifiées : contributions soutenues par un Certificat du contributeur externe.
- Contributions reçues : contributions reçues sur le compte bancaire du FFUE pour l'Afrique, sur la base desquelles le montant disponible pour engagement (c'est-à-dire le montant total des obligations légales qui peuvent être contractées) et le montant disponible pour paiement sont

ensuite établis dans le système comptable de la Commission et rendus disponibles pour le FFUE pour l'Afrique. Au 31 décembre 2021, 623 millions d'euros avaient été reçus. Les contributions reçues dans des monnaies autres que l'euro sont enregistrées au taux de change officiel de la Commission européenne.

**Le tableau 5** fournit des informations sur les contributions des budgets de l'UE et du FED, comme suit :

- Contributions annoncées : financement total du FFUE pour l'Afrique comme convenu par les donateurs.
- Contributions certifiées : contributions soutenues par une décision de financement de la Commission, sur la base desquelles le montant disponible pour engagement (par exemple, le montant total des obligations juridiques pouvant être contractées) est ensuite établi dans le système comptable de la Commission et rendu disponible pour le FFUE pour l'Afrique. Au 31 décembre 2021, le montant total des contributions certifiées s'élevait à 4 439 millions d'euros.
- Contributions reçues : celles reçues sur le compte bancaire du FFUE pour l'Afrique, sur la base desquelles le montant disponible pour paiement est ensuite établi dans le système comptable de la Commission et rendu disponible pour le FFUE pour l'Afrique. Au 31 décembre 2021, un montant de 4 000 millions d'euros avait été rendu disponible pour les paiements.

Les intérêts produits par les liquidités reçues sur le compte bancaire du FFUE pour l'Afrique sont indiqués à la section III du Tableau 5.

Tableau 4 : Contributions au FFUE pour l'Afrique provenant des contributeurs extérieurs

I= Pays	Contributions promises (EUR)	Contributions certifiées (EUR)				Contributions reçues (EUR)
	Toutes les fenêtres	Toutes les fenêtres	Attribution par fenêtre			31/12/2021 Total
			SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	
Allemagne	3 000 000	3 000 000	1 200 000.00	1 200 000.00	600 000.00	3 000 000
	48 000 000	48 000 000	38 400 000.00		9 600 000.00	48 000 000
	3 000 000	3 000 000			3 000 000.00	3 000 000
	100 000 000	100 000 000			100 000 000.00	100 000 000
	3 500 000	3 500 000			3 500 000.00	3 500 000
	25 000 000	25 000 000	25 000 000.00			25 000 000
	42 500 000	42 500 000	30 500 000.00		12 000 000.00	42 500 000
	3 500 000	3 500 000	3 500 000.00			3 500 000
Autriche	3 500 000	3 500 000	3 500 000.00			3 500 000
	3 000 000	3 000 000		3 000 000		3 000 000
	3 000 000	3 000 000			3 000 000	3 000 000
	1 000 000	1 000 000			1 000 000	1 000 000
	1 000 000	1 000 000			1 000 000	1 000 000
Belgique	1 200 000	1 200 000	1 200 000			1 200 000
	10 000 000	10 000 000	5 500 000	500 000	4 000 000	10 000 000
Bulgarie	2 000 000	2 000 000	2 000 000			2 000 000
	50 000	50 000	20 000	20 000	10 000	50 000
Chypre	500 000	500 000	200 000	200 000	100 000	500 000
	100 000	100 000			100 000.00	100 000
Croatie	200 000	200 000		100 000.00	100 000.00	200 000
	100 000	100 000	100 000.00			100 000
	300 000	300 000	200 000.00		100 000.00	300 000
Danemark	6 001 920.61	6 001 920.61	2 400 768.24	2 400 768.24	1 200 384.12	6 001 921
	4 031 011.92	4 031 011.92			4 031 011.92	4 031 012
	10 076 311.26	10 076 311.26	2 720 604.04	3 325 182.72	4 030 524.50	10 076 311
	10 050 655.30	10 050 655.30	3 350 218.43	3 350 218.43	3 350 218.43	10 050 655
	13 393 528.71	13 393 528.71		13 393 528.71		13 393 529
	6 692 096.63	6 692 096.63	2 007 629.00	2 676 838.63	2 007 629.00	6 692 097
	3 085 964.23	3 085 964.23	3 085 964.23			3 085 964.23
	2 683 447.16	2 683 447.16	2 683 447.16			2 683 447.16
Espagne	3 000 000	3 000 000	1 200 000.00	1 200 000.00	600 000.00	3 000 000
	6 000 000	6 000 000	6 000 000.00			6 000 000
Estonie	150 000	150 000			150 000.00	150 000
	300 000	300 000			300 000	300 000
	1 000 000	1 000 000			1 000 000	1 000 000
	150 000	150 000			150 000	150 000
	150 000	150 000			150 000	150 000
Finlande	5 000 000	5 000 000	1 000 000	3 000 000	1 000 000	5 000 000
	2 500 000	2 500 000		2 500 000		2 500 000
	2 000 000	2 000 000		2 000 000		2 000 000
France	3 000 000	3 000 000	1 200 000	1 200 000	600 000	3 000 000
	6 000 000	6 000 000	6 000 000			6 000 000
Grèce	50 000	50 000			50 000.00	50 000
Hongrie	700 000	700 000		700 000		700 000
	8 750 000	8 750 000			8 750 000	8 750 000
Irlande	3 000 000	3 000 000		3 000 000		3 000 000
	3 000 000	3 000 000	1 200 000.00	1 200 000.00	600 000.00	3 000 000
		9 000 000	3 600 000.00	3 600 000.00	1 800 000.00	9 000 000
	755 000	755 000		755 000.00		755 000
Italie	10 000 000	10 000 000	4 000 000	5 000 000	1 000 000	10 000 000
	7 000 000	7 000 000	7 000 000			7 000 000
	15 000 000	15 000 000	15 000 000			15 000 000
	50 000 000	50 000 000	50 000 000			50 000 000
	10 000 000	10 000 000			10 000 000	10 000 000

I= Pays	Contributions promises (EUR)	Contributions certifiées (EUR)				Contributions reçues (EUR)
	Toutes les fenêtres	Toutes les fenêtres	Attribution par fenêtre			31/12/2021 Total
			SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	
Italie	10 000 000	10 000 000	10 000 000			10 000 000
	2 000 000	2 000 000	2 000 000.00			2 000 000
	2 000 000	2 000 000		2 000 000		2 000 000
	6 000 000	6 000 000	6 000 000.00			6 000 000
	11 000 000	11 000 000	8 000 000.00		3 000 000	11 000 000
Lettonie	50 000	50 000	20 000	20 000	10 000	50 000
	250 000	250 000			250 000	250 000
	300 000	300 000			300 000	300 000
Lituanie	50 000	50 000	20 000	20 000	10 000	50 000
	150 000	150 000			150 000	150 000
	200 000	200 000			200 000	200 000
Luxembourg	3 100 000	3 100 000	3 000 000	100 000		3 100 000
	1 000 000	1 000 000	800 000		200 000	1 000 000
Malte	250 000	250 000		125 000	125 000	250 000
	75 000	75 000			75 000	75 000
	150 000	150 000			150 000	150 000
Norvège	3 593 344	3 593 344	1 113 936.65	2 479 407.37		3 593 344
	5 272 037	5 272 037	1 581 611.14	1 581 611.14	2 108 815	5 272 037
	6 287 002	6 287 002	2 095 667.21	2 095 667.21	2 095 667	6 287 002
	6 195 595	6 195 595	2 065 198.31	2 065 198.31	2 065 198	6 195 595
	5 503 931	5 503 931	1 834 643.57	1 834 643.57	1 834 643.57	5 503 931
Pays-Bas	15 000 000	15 000 000	3 000 000	12 000 000		15 000 000
	1 362 000	1 362 000		1 362 000		1 362 000
	10 000 000	10 000 000			10 000 000	10 000 000
	3 000 000	3 000 000	3 000 000			3 000 000
Pologne	1 100 000	1 100 000		1 100 000		1 100 000
	7 070 136	7 070 136			7 070 136	7 070 136
	2 380 612	2 380 612			2 380 612	2 380 612
Portugal	250 000	250 000	100 000.00	100 000.00	50 000.00	250 000
	200 000	200 000	80 000.00	80 000.00	40 000.00	200 000
	1 350 000	1 350 000	675 000.00		675 000.00	1 350 000
	3 200 000	3 200 000	1 600 000.00		1 600 000.00	3 200 000
République tchèque	740 000	740 000		740 000		740 000
	8 750 000	8 750 000			8 750 000	8 750 000
	921 624	921 624			921 624	921 624
Roumanie	100 000	100 000	40 000.00	40 000.00	20 000.00	100 000
Royaume-Uni	3 000 000	3 000 000		3 000 000		3 000 000
	3 000 000	3 000 000			3 000 000.00	3 000 000
		7 500 000	3 500 000	2 000 000	2 000 000.00	7 500 000
	7 500 000	7 500 000	3 500 000	2 000 000	2 000 000.00	7 500 000
Slovaquie	500 000	500 000	200 000.00	200 000.00	100 000.00	500 000
	100 000	100 000		100 000		100 000
	1 000 000	1 000 000			1 000 000	1 000 000
	8 250 000	8 250 000			8 250 000	8 250 000
Slovénie	500 000	500 000	500 000			500 000
	50 000	50 000	20 000.00	20 000.00	10 000.00	50 000
	50 000	50 000	20 000.00	20 000.00	10 000.00	50 000
	30 000	30 000	30 000.00			30 000
Suède	3 000 000	3 000 000	1 200 000	1 200 000	600 000	3 000 000
	3 000 000	3 000 000		3 000 000		3 000 000
	92 584	92 584		92 584		92 584
	5 664 202	5 664 202		5 664 202		5 664 202
Suisse	4 100 000	4 100 000	1 640 000.00	1 640 000.00	820 000.00	4 100 000
<b>Total des contributions extérieures</b>	<b>623 158 002</b>	<b>623 158 002</b>	<b>281 404 688</b>	<b>101 001 850</b>	<b>240 751 464</b>	<b>623 158 001.75</b>

Tableau 5. Contributions au FFUE pour l'Afrique provenant des budgets de l'UE et du FED

II = Programme	Contributions promises (EUR)	Contributions certifiées (EUR)				Contributions reçues (EUR)
	Toutes les fenêtres	Toutes les fenêtres	Attribution par fenêtre			31/12/2021 Total
			SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	
Réserve du 11ème FED (38-801)	1 000 000 000	1 000 000 000	666 666 667	333 333 333		1 000 000 000
RIP West Africa 11ème FED (38-801)	200 000 000	200 000 000	200 000 000			200 000 000
RIP Central Africa 11ème FED(38-811)	10 000 000	10 000 000	10 000 000			10 000 000
RIP EASAI0 11ème FED(38-807)	50 000 000	50 000 000		50 000 000		50 000 000
NIP ET 11ème FED(38-807)	30 000 000	30 000 000		30 000 000		30 000 000
DG NEAR (admin credits)*	500 000	500 000			500 000	500 000
DG NEAR - C(2016)3505** ; C(2017)2453 ; C(2017)8287 ; C(2019)3480 ; C(2020)3368 ; (2020)4581	411 211 675	411 211 675			411 211 675	213 811 675
DG NEAR - C(2016)7277	25 000 000	25 000 000			25 000 000	25 000 000
DG ECHO (C(2015)8936)** ; C(2016) 8795	50 000 000	50 000 000	20 000 000	20 000 000	10 000 000	40 000 000
SSP SS EDF (38-815)	86 400 000	86 400 000		86 400 000		86 400 000
El Nino Horn of Africa - DCI FOOD (39-550)	23 000 000	23 000 000		23 000 000		23 000 000
El Nino Horn of Africa - Reserve of the 11th EDF (39-736 ; C(2016)6843)	43 500 000	43 500 000		43 500 000		43 500 000
El Nino SAHEL DCI FOOD (C(2016)5207 ; 39-550 ; contract n°2017/383-433)	10 000 000	10 000 000	10 000 000			10 000 000
El Nino SAHEL EDF (C(2016)6843 ; 39-650 ; contract n°2017/383-426)	25 000 000	25 000 000	25 000 000			25 000 000
DCI DEVCO B - MIGR (38-974)**	25 000 000	25 000 000	10 000 000	10 000 000	5 000 000	25 000 000
Sudan Special Measure EDF (39-789)	100 000 000	100 000 000		100 000 000		100 000 000
Reserve of the 11th EDF (39-883)	500 000 000	500 000 000	368 000 000	132 000 000		500 000 000
DCI PANAF (38-855)	25 000 000	25 000 000	10 000 000	10 000 000	5 000 000	25 000 000
RIP EASAI0 - IGAD Peace and Security envelope EDF (C(2017)2395 ; 386-661)	45 000 000	45 000 000		45 000 000		45 000 000
NIP Somalia EDF C(2017)1721 (039-896)	200 000 000	200 000 000		200 000 000		200 000 000
DG HOME AMIF	135 000 000	135 000 000	10 000 000	10 000 000	115 000 000	105 000 000
DCI MIGRATION (C(2017)6275)	230 000 000	230 000 000	140 000 000	60 000 000	30 000 000	200 000 000
DCI MIGRATION (C(2018)7642)	29 500 000	29 500 000	20 500 000	9 000 000		
DCI Food (C(2017)8765) CRIS 040-160	10 000 000	10 000 000		10 000 000		10 000 000

II = Programme	Contributions promises (EUR)	Contributions certifiées (EUR)				Contributions reçues (EUR)
	Toutes les fenêtres	Toutes les fenêtres	Attribution par fenêtre			31/12/2021 Total
			SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)	
EDF Sudan - Contribution to the European Union Emergency Trust Fund C(2020)872 -(42611)	100 000 000	100 000 000		100 000 000		
EDF Special Support Programme for South Sudan C(2017)8337	24 533 858	24 533 858		24 533 858		24 533 858
EDF Special Support Programme for South Sudan C(2017)8337 (2019 Rider)	4 906 772	4 906 772		4 906 772		4 906 772
Reserve du 11ème FED C(2018)4437	500 000 000	500 000 000	375 000 000	125 000 000		300 000 000
RIP and NIP 11ème FED C(2018) 5491	150 000 000	150 000 000		150 000 000		
NIP for Eritrea (EDF) C(2019)2960	180 000 000	180 000 000		180 000 000		
DG NEAR - C(2018)8220	27 733 626	27 733 626			27 733 626	27 733 626
DG NEAR (2019) 8959	50 717 716	50 717 716			50 717 716	50 717 716
PIN 11ème FED Niger C(2020) 2551	38 425 000	38 425 000	38 425 000			
PIN 11ème FED Burkina Faso C(2020)2938	18 670 000	18 670 000	18 670 000			
PIN 11ème FED Mali C(2020)2549	15 000 000	15 000 000	15 000 000			
PIN 11ème FED Chad C(2020) 2550	2 500 000	2 500 000	2 500 000			
EDF South Sudan C(2020) 8530 (CRIS 042-949)	1 903 529	1 903 529		1 903 529		1 903 529
EDF transfer in favour of Mali C(2020)9198	60 000 000	60 000 000	60 000 000			
<b>Total des Contributions de l'UE</b>	<b>4 438 502 176</b>	<b>4 438 502 176</b>	<b>1 999 761 667</b>	<b>1 758 577 492</b>	<b>680 163 017</b>	<b>3 377 007 176</b>

Total I+II	Contributions promises (EUR)	Contributions certifiées (EUR)				Total Contributions reçues (EUR)
	Toutes les fenêtres	SAH (A)	HOA (B)	NOA (C)		
	<b>5 061 660 178</b>	<b>5 061 660 178.17</b>	<b>2 281 166 354.98</b>	<b>1 859 579 342.64</b>	<b>920 914 480.55</b>	<b>4 000 165 178</b>

III = Intérêts générés par les fonds reçus sur le compte bancaire du Fonds Fiduciaire	
2015 Intérêts bancaires	2 292
2016 Intérêts bancaires	52 135
2017 Intérêts bancaires	1 631
2018 Intérêts bancaires	1 884
2019 Intérêts bancaires	588
2020 aucun intérêt bancaire reçu vu les taux d'intérêts négatifs	
2021 aucun intérêt bancaire reçu vu les taux d'intérêts négatifs	
<b>Intérêts cumulés générés par les fonds reçus sur le compte bancaire du Fonds Fiduciaire</b>	<b>58 530</b>
<b>Total I+ II+III</b>	<b>4 000 223 708</b>

## 3.2 Montants du FFUE pour l'Afrique versés pendant la période considérée

Le tableau ci-dessous indique les montants payés au cours de la période considérée par modalité d'exécution budgétaire.

Tableau 6 : Total des paiements en 2021

	Total
	Montants (Millions d'euros)
Subventions en gestion directe	167
Soutien budgétaire	54
Passation de marchés en gestion directe	37
Gestion indirecte avec des organisations internationales	279
Gestion indirecte avec des agences de développement	197
Gestion indirecte avec des pays bénéficiaires	1
Autres Contrats/Paiements	61
Dépenses Administratives	11
Budget UE - Délégations transversales à d'autres DGs	0
<b>Total</b>	<b>748</b>

## 3.3 Administration du FFUE pour l'Afrique

En ce qui concerne les coûts administratifs du FFUE pour l'Afrique (pour couvrir les salaires et les coûts liés à la rémunération, aux missions et autres frais), un montant de 15 863 890 euros avait été prévu pour 2021 et 12 672 672\* euros ont été dépensés par la Commission (Budget général de la DG INTPA) durant l'année.

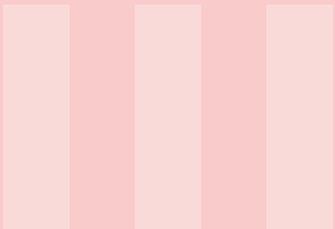
Tableau 7 : Estimation des coûts administratifs du FFUE pour l'Afrique en 2021\* (euros)

Prévisions pour 2021	15 863 890
Coûts estimés :	
a) Salaires du personnel temporaire au siège de l'UE et dans les Délégations de l'UE ;	9 074 855
b) Dépenses d'appui associées au contrats du personnel (par ex. missions, formation, IT, infrastructure pour les Délégations UE) ;	3 597 817
c) Autres coûts nécessaires pour la gestion générale du FFUE	-
<b>Total des coûts estimés</b>	<b>12 672 672</b>
<b>Solde estimé</b>	<b>3 191 218</b>

\* Les montants finaux ne sont pas disponibles au moment de la publication



**CHAPITRE 4**  
GESTION  
ET CONTRÔLE INTERNE



Le FFUE pour l'Afrique fonctionne avec le même système général de contrôle interne défini par la Commission.

Il a été décidé que le Règlement Financier de l'UE et les règles et procédures élaborées par la Direction Générale des Partenariats Internationaux (DG INTPA) de la Commission européenne pour la gestion et la mise en œuvre de ses opérations sont également applicables au FFUE pour l'Afrique.

Pour la fenêtre de l'Afrique du Nord, la Direction générale du Voisinage et des Négociations d'Élargissement (DG NEAR) bénéficie d'une sous-délégation de la DG INTPA afin que le Règlement Financier de l'UE et les règles et procédures développées par celle-ci pour la gestion et l'exécution de ses opérations soient applicables à cette fenêtre.

Une fois approuvées par le Comité Opérationnel, les actions sont mises en œuvre conformément aux procédures de mise en œuvre prévues par les règles et règlements applicables de la Commission, comprenant celles applicables au FED.

Conformément à l'Acte Constitutif du FFUE pour l'Afrique et compte tenu de son objectif d'opérer dans une situation de crise et d'après-crise, des procédures souples adaptées à l'environnement local sont utilisées pour garantir que le Fonds soit efficace et réponde aux besoins identifiés. Ces procédures sont conformes aux dispositions du Règlement Financier et sont définies dans les guides financiers de la DG INTPA et de la DG NEAR. Leur utilisation doit être justifiée au cas par cas. Un registre des exceptions, dérogations et autorisations préalables accordées au titre du FFUE pour l'Afrique ainsi que des cas de non-conformité détectés pendant l'année est tenu.

La mise en œuvre des projets est prévue en gestion directe lorsque le FFUE de l'UE pour l'Afrique est l'autorité contractante et signe les contrats d'achat et de subvention ou en gestion indirecte lorsque la mise en œuvre du projet est déléguée à un tiers, à une agence d'un État membre de l'UE ou à une organisation internationale. Les entités candidates auxquelles seront confiées des tâches d'exécution du budget doivent démontrer un

niveau de gestion financière et de protection des intérêts financiers de l'UE équivalent à celui de la Commission. Les organisations internationales et les agences des États membres doivent fournir des déclarations de gestion sur l'utilisation des fonds qui leur sont confiés.

Des contrôles ex-ante sont effectués par le personnel du FFUE de l'UE pour toutes les opérations/transactions effectuées dans le cadre du FFUE pour l'Afrique.

Conformément aux modèles contractuels et à la politique d'audit de la DG INTPA et de la DG NEAR, des audits/vérifications des dépenses sont prévus dans les contrats ou peuvent être lancés par le FFUE pour l'Afrique de sa propre initiative sur la base d'une analyse des risques.

Le FFUE est inclus dans le Plan d'Audit Annuel de la Direction Générale. Un total de 28 contrats/projets dans le cadre du FFUE ont été sélectionnés pour un audit et/ou une vérification financière lors du Plan d'Audit Annuel de la DG INTPA 2022 qui doit encore être approuvé. Le FFUE pour l'Afrique est également inclus dans l'exercice «Taux d'erreur résiduel» (contrôles ex-post), tout comme d'autres programmes/instruments gérés par la DG INTPA et la DG NEAR.

Les comptes du FFUE pour l'Afrique font également l'objet d'un audit externe annuel.

Les gestionnaires du FFUE pour l'Afrique tiennent compte des rapports et recommandations des différents organes de contrôle, notamment du IAS et de la Cour des comptes, afin de fournir une évaluation de l'efficacité des processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance, en plus des résultats des audits réalisés au niveau des contractants/bénéficiaires.

L'Office européen de lutte antifraude (OLAF) exerce sur l'ensemble de l'EUTF pour l'Afrique, sur ses organes de gouvernance et sur les représentants des donateurs et sur les observateurs participant à ces organes compris, les mêmes pouvoirs que ceux qu'il exerce à l'égard des autres activités de la Commission.

## 4.1 Résultats du contrôle

Efficacité du contrôle en ce qui concerne la légalité et la régularité

### *Résultats des contrôles ex ante*

A la fin de 2021, les contrôles ex ante avaient détecté un total de 5 404 114 euros de dépenses qui étaient inéligibles, ce montant inéligible représente 0,69% du total des décaissements de l'année.

### *Résultats des audits externes*

L'audit externe annuel des comptes du FFUE pour l'Afrique pour l'année 2020 a été conclu de manière satisfaisante.

En ce qui concerne l'année 2021, un audit externe des comptes est actuellement en préparation.

### *Prévention et détection de la fraude*

Les fonds fiduciaires de l'UE sont inclus dans la stratégie antifraude de la DG de l'ordonnateur compétent. Par conséquent, le FFUE pour l'Afrique est soumis à la compétence de l'OLAF en matière de lutte antifraude et les règles de l'OLAF concernant la gestion des informations y afférentes s'appliquent.

## 4.2 Observations et recommandations de l'IAS/CCE

Un rapport sur un audit de performance du FFUE pour l'Afrique a été publié fin 2018. Le FFUE pour l'Afrique a accueilli favorablement les recommandations de la CCE et a pris les mesures appropriées pour les mettre en œuvre.

En ce qui concerne le service d'audit interne de la Commission, un rapport sur le FFUE pour l'Afrique n'a pas encore été réalisé.

## 4.3 Évaluation de l'efficacité des systèmes de contrôle interne

Le FFUE pour l'Afrique fonctionne dans le cadre du système général de contrôle interne défini par la Commission. Dans ce cadre, le FFUE pour l'Afrique a mis en place la structure organisationnelle et les systèmes de contrôle interne appropriés à la réalisation des objectifs de politique et de contrôle, conformément aux normes et compte tenu des risques liés à l'environnement dans lequel il opère.

Le suivi de la conformité et de l'efficacité des systèmes de contrôle interne a été assuré en permanence par les gestionnaires du FFUE et ajusté et complété si nécessaire.

Les exceptions, les dérogations, les autorisations préalables et les cas de non-conformité survenus au cours de la période considérée ont été enregistrés et documentés.

Étant donné que des procédures souples s'appliquent d'office pour le FFUE pour l'Afrique, des exceptions et des dérogations sont appliquées si nécessaires et lorsqu'elles sont justifiées. Cela comprend les dérogations aux règles de nationalité et d'origine ainsi qu'une réduction du délai de présentation des offres. Les approbations pour les attributions directes de subventions ou les procédures négociées de marchés de services ont

également été appliquées dans des cas justifiés. La majorité de ces procédures souples sont de préférence identifiées ab initio et toutefois contenues dans le document d'action de chaque programme respectif qui est soumis à l'approbation du Comité opérationnel compétent du FFUE pour l'Afrique.

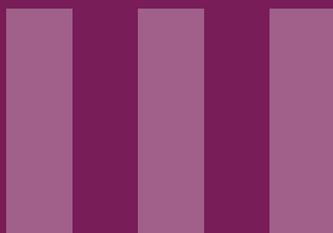
Peu de cas d'événements non-conformes ont été détectés (par exemple, signature d'un accord avant la constitution finale des fonds). Ils ont toutefois été identifiés, dûment corrigés et signalés.

Les gestionnaires du Fonds fiduciaire ont pris les mesures appropriées pour veiller à ce que les intérêts financiers de l'Union et des donateurs soient protégés par l'application de mesures préventives contre les irrégularités et la fraude, par des contrôles efficaces et, si des irrégularités ou une fraude sont détectées, par le recouvrement des montants indûment versés. Les contrats et accords signés avec des tiers autorisent la Commission à effectuer des contrôles sur place, à suspendre les paiements et la mise en œuvre des actions lorsque des irrégularités ou des fraudes graves sont constatées et à appliquer, le cas échéant, des sanctions contractuelles efficaces, proportionnées et dissuasives.





ANNEXES



## Annexe I : Liste des programmes et des compléments budgétaires approuvés en 2021

Sahel & Lac Tchad				
Pays	Nom de l'action	Nouveaux programmes et compléments budgétaires approuvés en 2021 (EUR)	Montant Total (EUR)	Partenaires de mise en œuvre
Mali	Programme de Soutien à la Transition en République du Mali (PST-ML)	60 000 000 (nouveau programme) 3 325 000 (complément)	63 325 000	Expertise France, PNUD, GIZ, PAM, ODI, ECES
Mauritanie	Partenariat Opérationnel Conjoint pour la Mauritanie	4 550 000 (nouveau programme)	4 550 000	FIIAPP
Niger	Complément à l'Appui à la Justice, Sécurité et à la Gestion des Frontières au Niger (AJUSEN)	1 537 805 (complément)	102 987 805	ONG Garkua, HACP, AFD, CIVIPOL, ON Niger
Régional	Contribution au Financement du Secrétariat de la Coalition pour le Sahel (SCS)	510 000 (nouveau programme)	510 000	Expertise France
	Complément de GAR-SI SAHEL (Groupes d'Action Rapides – Surveillance et Intervention au Sahel)	2 500 000 (complément)	74 175 338	FIIAPP
	Complément de Contribution au financement de l'Unité de Coordination de l'Alliance Sahel (UCA)	400 000 (complément)	2 400 000	GIZ
	Complément de contribution à la Facilité de recherche pour la région du Sahel et du lac Tchad et de l'Afrique du nord	1 150 000 (complément)	14 650 000	SIPRI, IPA, ICG, IRD, DCAF-ISSAT, Altai
	Complément de contribution à la Facilité de Coopération technique	1 952 713 (complément)	11 029 839	Planet, Stantec, B&S Europe S.A., Katiciaika Communication GIE, La Factory, GIZ, AKVO, BraviaHotel (Burkina Faso), MCI Benelux, ALTAIR ASESORES, Ars Progetti, Ecorys Nederland B.V., CIVIPOL, Kabré Production, ICI PARTENAIRE ENTREPRISES (ICI PE), DCAF-ISSAT, HD Centre pour le Dialogue Humanitaire, Institut THEMIIS, Altai
<b>MONTANT DES NOUVELLES ACTIONS</b>				<b>65 060 000</b>
<b>MONTANT TOTAL APPROUVÉ (compléments inclus)</b>				<b>75 925 518</b>

Corne de l'Afrique				
Pays	Nom de l'action	Nouveaux programmes et compléments budgétaires approuvés en 2021 (EUR)	Montant Total (EUR)	Partenaires de mise en œuvre
Érythrée	Fourniture de services aériens internationaux aux acteurs humanitaires et de développement en Érythrée	450 000 (nouveau programme)	450 000	PAM
Éthiopie	Renforcer la résilience aux impacts d'El Niño par des actions intégrées complémentaires au programme de renforcement de la résilience de l'UE en Ethiopie (RESET Plus)	5 000 000 (complément)	27 330 349	Amref Health Africa
	Promouvoir et renforcer la prestation de services de base pour les communautés d'accueil, les réfugiés et autres populations déplacées dans l'État régional de Gambella en Éthiopie	5 000 000 (complément)	13 000 000	IRC
Djibouti	Solutions pérennes pour les populations hôtes, les réfugiés et les migrants les plus vulnérables au Djibouti	3 500 000 (complément) 2 000 000 (complément)	20 500 000	PAM, OIM
Kenya	Renforcer l'autonomie des réfugiés et des communautés d'accueil au Kenya	5 000 000 (complément) 2 870 000 (complément)	33 270 000	HCR, PAM
Ouganda	Programme de soutien aux camps de réfugiés et aux communautés d'accueil du nord de l'Ouganda (SPRS-NU)	3 000 000 (complément)	23 000 000	ENABEL, ADA
Somalie	RESTORE - Renforcement de la résilience dans le nord de la Somalie	3 000 000 (complément)	13 000 000	Terre Solidali
	Somalia Operational Support (Air Transport) Services	373 542 (complément) 1 200 000 (complément)	8 073 541	Gestion directe
Soudan du Sud	Développement rural au Soudan du Sud : routes de desserte pour renforcer les moyens de subsistance et la résilience des communautés rurales	20 000 000 (complément)	36 000 000	PAM, UNOPS
Soudan	Amélioration de la nutrition et réduction des retards de croissance au Soudan oriental grâce à une approche intégrée de la nutrition et de la sécurité alimentaire	18 000 000 (complément)	26 000 000	PAM
	Intégration des enfants réfugiés dans le système éducatif soudanais	15 000 000 (complément)	25 000 000	UNICEF
	Soutien de l'UE au programme de soutien aux familles et à la consolidation de la protection sociale au Soudan	20 000 000 (complément)	65 000 000	BM
	Soutien à la transition économique	22 000 000 (complément)	32 000 000	ODI, Expertise France, IMF
	Programme d'amélioration de la qualité de l'éducation 2 (EQUIP 2)	4 874 875 (complément)	19 874 875	Save the Children, SOFRECO, AFETI
	Soutien aux opportunités économiques pour les jeunes et les femmes	10 000 000 (complément)	40 000 000	AFD, AICS, GIZ

Corne de l'Afrique				
Pays	Nom de l'action	Nouveaux programmes et compléments budgétaires approuvés en 2021 (EUR)	Montant Total (EUR)	Partenaires de mise en œuvre
Régional	Facilité pour le retour et la réintégration durable et digne à l'appui du processus de Khartoum	5 950 000 (complément)	60 950 000	OIM
	CRRF DIRECT - Réponses aux déplacements par la coopération régionale et les échanges techniques	4 000 000 (complément)	13 000 000	HCR
	Collaboration dans les zones transfrontalières de la Corne de l'Afrique -Phase I	5 000 000 (complément)	67 015 000	PNUD, GIZ
	Facilité de coopération technique	1 000 000 (complément) 1 000 000 (complément)	17 993 979	Fourniture de services
<b>MONTANT DES NOUVELLES ACTIONS</b>				<b>450 000</b>
<b>MONTANT TOTAL APPROUVÉ (compléments inclus)</b>				<b>158 218 417</b>

Afrique du Nord				
Pays	Nom de l'action	Nouveaux programmes et compléments budgétaires approuvés en 2021 (EUR)	Montant Total (EUR)	Partenaires de mise en œuvre
Libye	Soutien à la gestion intégrée des frontières et des migrations en Libye - deuxième phase	1 800 000 (complément)	16 800 000	Ministère de l'intérieur italien
	Protection des populations les plus vulnérables contre la pandémie COVID 19 en Libye	3 100 000 (complément)	23 100 000	OIM, OMS, UNICEF, IMC, PAM
	Récupération, stabilité et développement socio-économique en Libye - phase 2 (RSSD 2)	1 120 000 (complément)	26 120 000	AICS, PNUD, UNICEF
Tunisie	Action pour la protection des personnes migrantes en situation de vulnérabilité	720 000 (complément)	4 320 000	ASF, Save the Children, Médecins du Monde France Terre d'Asile
Régional	Mediterranean CITY-TO-CITY Migration (MC2CM) – Phase II	1 110 000 (complément)	6 660 000	ICMPD
	Complément de la Facilité de Coopération Technique (FCT) : Formulation de programmes, mise en œuvre du cadre de suivi et d'évaluation, activités de communication et de recherche	700 000 (complément)	4 200 000	Altai Consulting Global Initiative against Transnational Organized Crime, DFC, J-PAL
<b>MONTANT DES NOUVELLES ACTIONS</b>				<b>N/A</b>
<b>MONTANT TOTAL APPROUVÉ (compléments inclus)</b>				<b>8 550 000</b>

Annexe II : Contrats signés en 2021 par région et par pays

Pays	Montant (en millions d'euros)
<b>Sahel et lac Tchad</b>	<b>125.1</b>
Burkina Faso	17.2
Gambie	1.0
Guinée	5.1
Mali	66.5
Mauritanie	6.9
Niger	16.0
Nigeria	0.3
Sénégal	0.1
Tchad	3.4
Régional	8.6
<b>Corne de l'Afrique</b>	<b>149.7</b>
Burundi	4.0
Djibouti	8.4
Érythrée	0.5
Éthiopie	5.3
Kenya	16.9
Ouganda	9.1
Rwanda	1.6
Somalie	14.4
Soudan du Sud	21.3
Soudan	49.5
Régional	18.7
<b>Afrique du Nord</b>	<b>92.2</b>
Égypte	9.3
Libye	48.7
Maroc	4.5
Tunisie	26.0
Régional	3.8
<b>Total général</b>	<b>367.0*</b>

\* Contrats opérationnels uniquement, sans modifications aux anciens contrats

## Annexe III : Contrats signés avec des Etats membres et d'autres donateurs

Pays	Montant (EUR)
Allemagne	379 855 500.00
Autriche	48 020 000.00
Belgique	134 361 000.00
Croatie	50 000.00
Danemark	10 681 140.00
Espagne	206 155 338.00
France	397 016 770.82
Grèce	298 000.00
Hongrie	245 000.00
Irlande	110 000.00
Italie	203 514 652.36
Luxembourg	57 009 406.00
Norvège	210 000.00
Pays-Bas	49 335 000.00
Portugal	5 810 000.00
République Tchèque	210 000.00
Roumanie	660 000.00
Royaume-Uni	68 396 300.00
Slovaquie	1 900 000.00
Suède	418 110.00
<b>Total</b>	<b>1 564 256 217.18</b>

## Annexe IV : Contrats signés avec des organismes des Nations unies

Organisation	Montant (EUR)
FIDA	9 750 000.00
OIT	33 850 551.10
OIM	541 823 394.11
CCI	44 325 000.00
FAO	72 513 272.83
UNCDF	9 940 000.00
UNICEF	114 590 990.84
PNUD	159 952 508.16
PNUE	10 000 000.00
(HCDC) Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme	9 630 000.00
HCR	235 701 359.95
UN-HABITAT	9 453 391.54
ONUDI	11 193 200.00
NU Genève	4 950 000.00
UNOPS	77 760 000.00
ONUDC	15 105 930.00
Autres organisations des NU	29 500 000.00
FNUAP	11 000 000.00
PAM	118 802 016.63
OMS	37 450 000.00
<b>Total</b>	<b>1 557 291 615.16</b>





**Numéro de catalogue :** MN-BE-22-001-FR-N

**ISBN :** 978-92-76-47520-0

**doi :** 10.2841/833307

**ISSN :** 2599-6193